



France Travail AUVERGNE-RHÔNE-ALPES Indicateurs conjoncturels

28 octobre 2025



Service Statistiques, Etudes et Evaluation



- **L'emploi** repart à la hausse au 2^{ème} trimestre 2025 (+0,3%)
- **Le taux de chômage** est en légère hausse de +0,1 pt au 2^{ème} trimestre 2025 et s'établit à 6,5 %
- 682 200 embauches en septembre 2025, en hausse de +3% par rapport à septembre 2024, parmi lesquelles 178 400 **embauches hors intérim et CDD de moins d'un mois** (+6%)
- 40 500 **offres collectées** en septembre 2025, en baisse de -11% par rapport à septembre 2024
- **629 900 demandeurs d'emploi en catégories A, B ou C** au 3^{ème} trimestre 2025* :
 - + 1,2% en catégories A, B ou C (soit + 7 560)
 - + 1,3 % en catégorie A (soit + 4 340)
 - + 1,1 % en catégories B et C (soit + 3 220)

**afin de pouvoir établir des comparaisons temporelles sur des champs « comparables » il est proposé des séries dites « contrefactuelles » (soit hors BRSA, jeunes en AIJ-CEJ-FT et jeunes en Milo) dont voici les évolutions au 3^{ème} trimestre 2025 :*

- + 0,8% en catégories A, B ou C
- + 0,7% en catégorie A



- La conjoncture économique en France
- L'emploi (*emploi salarié, intérim, DPAE, offres*)
- Le taux de chômage
- La demande d'emploi
- Le chômage indemnisé
- Les bénéficiaires du RSA inscrits à FranceTravail



LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE EN FRANCE



Au deuxième trimestre 2025, le PIB accélère modérément (+0,3 %)

Evolution trimestrielle du PIB en France





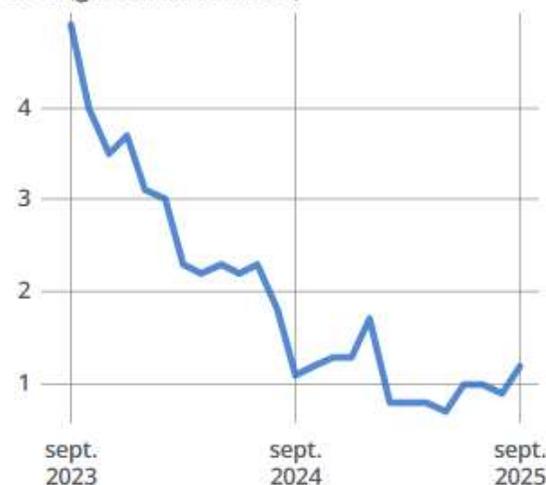
L'inflation, la consommation des ménages et le climat des affaires en hausse, la production industrielle en baisse

Inflation

septembre 2025 : +1,2 %

**En hausse
(annuelle)**

en % (glissement annuel)

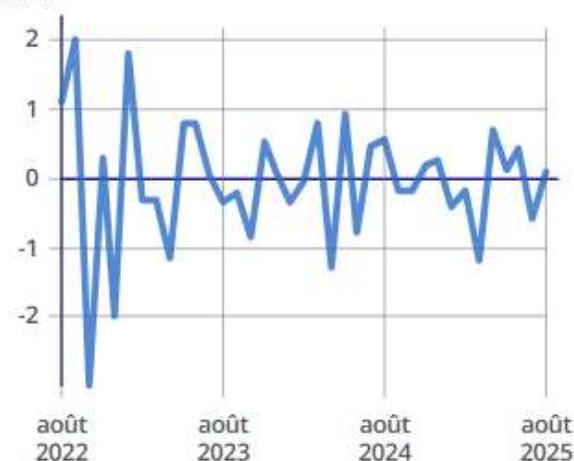


Consommation des ménages en biens

août 2025 : +0,1 %

En hausse

en %

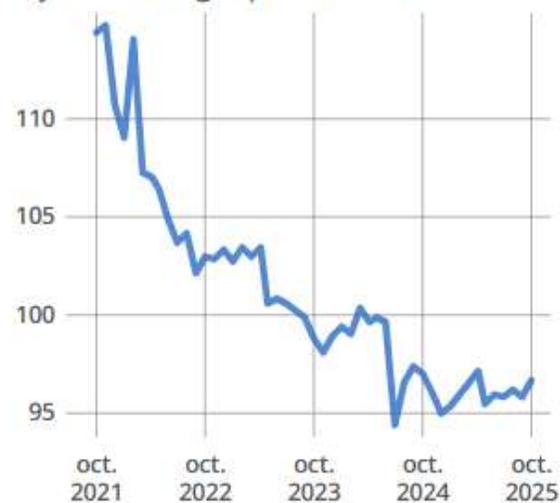


Climat des affaires

octobre 2025 : 97

En hausse

moyenne de longue période=100

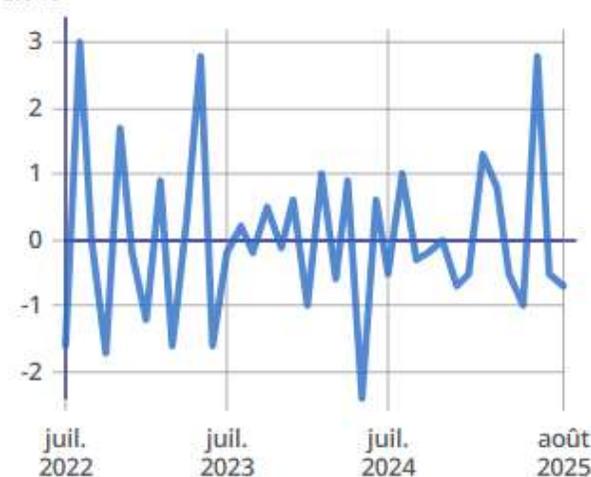


Production industrielle (manufacturière)

août 2025 : -0,7 %

En baisse

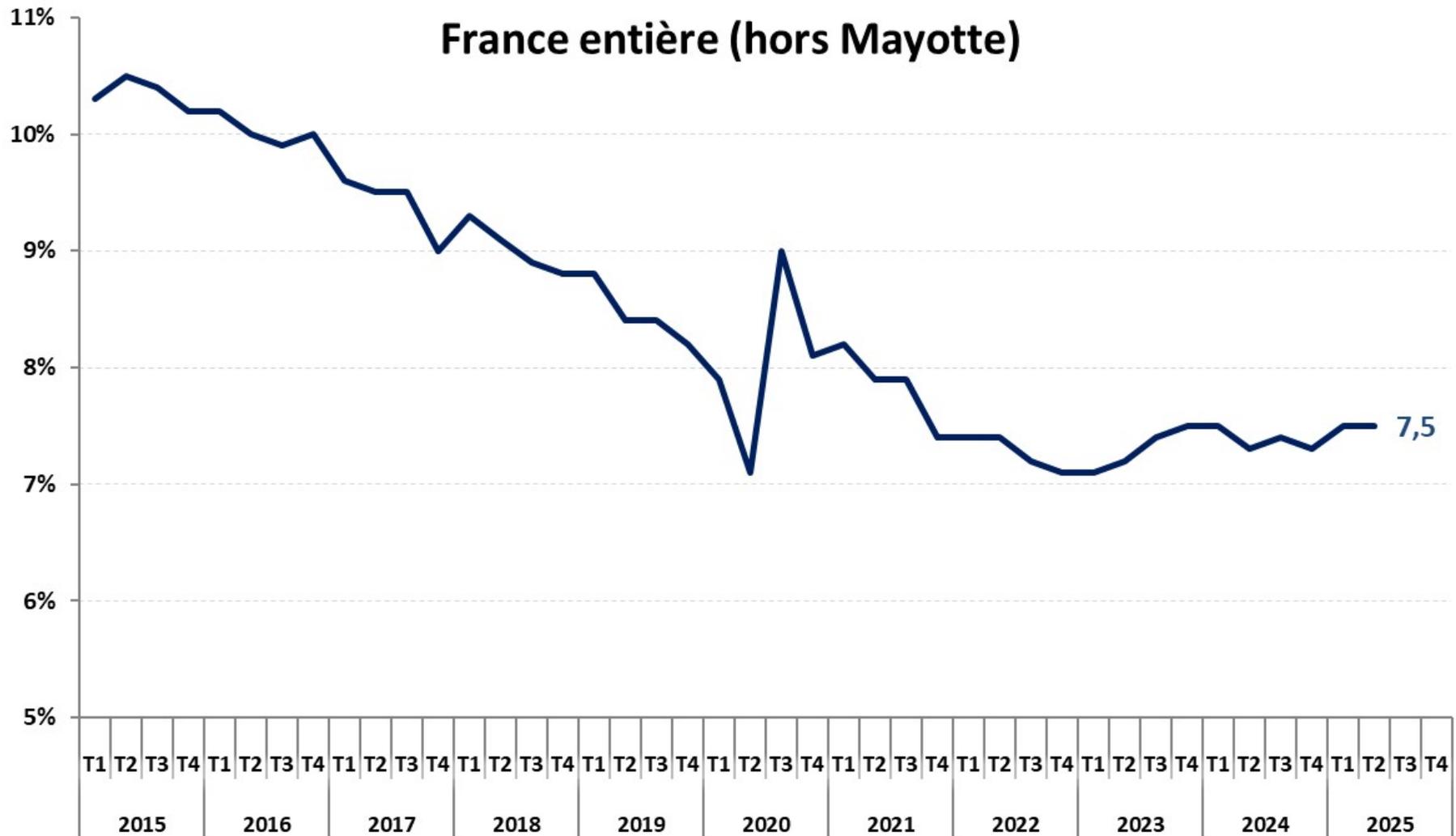
en %





Au 2^{ème} trimestre 2025 le taux de chômage en France est stable, à 7,5 %

Taux de chômage au sens du BIT





L'EMPLOI EN AUVERGNE- RHÔNE-ALPES

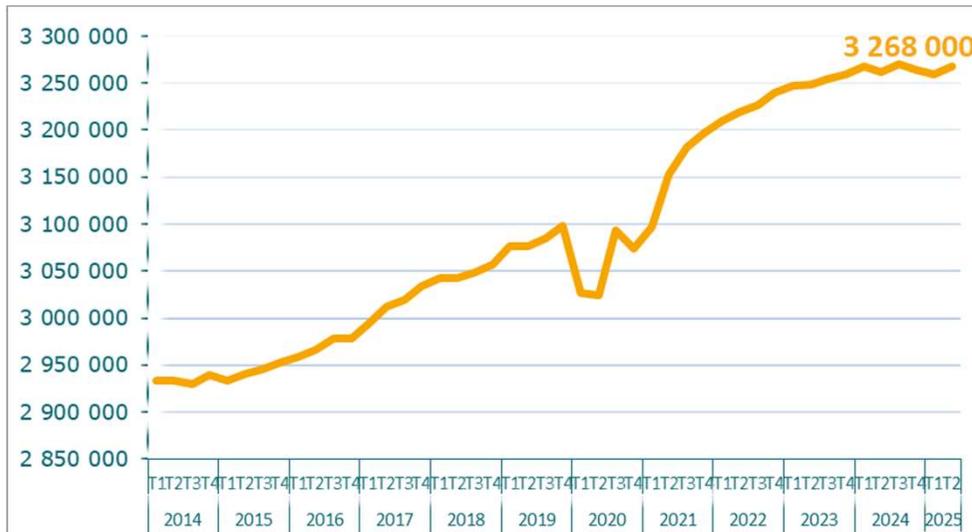


L'emploi salarié en hausse au 2^{ème} trimestre 2025

Au 2^{ème} trimestre 2025, en région Auvergne-Rhône-Alpes, l'emploi salarié repart à la hausse : + 0,3% par rapport au trimestre précédent (contre + 0,2% en France), soit + 9 000.

Sur un an, l'emploi régional est en hausse de + 0,2% (stable en France)

Emploi salarié en Auvergne-Rhône-Alpes



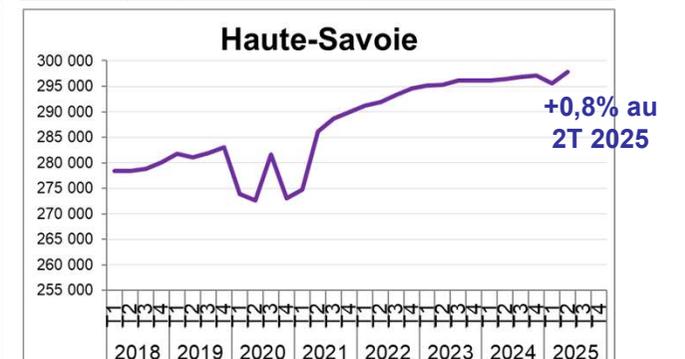
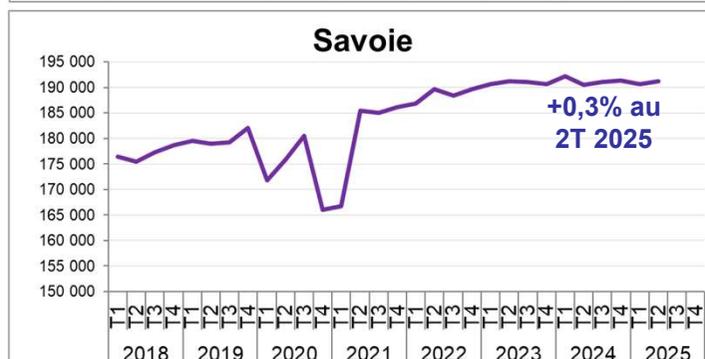
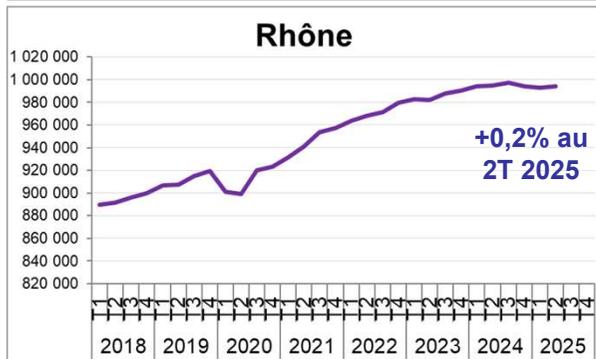
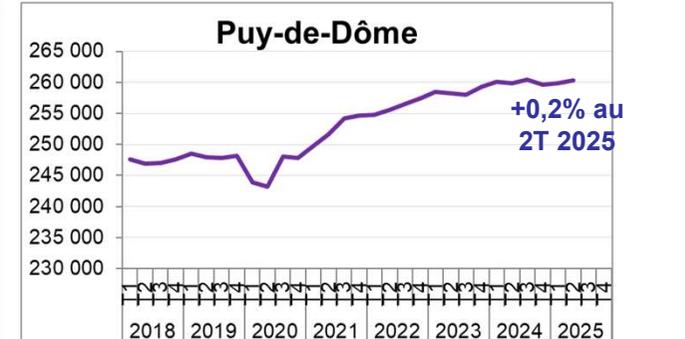
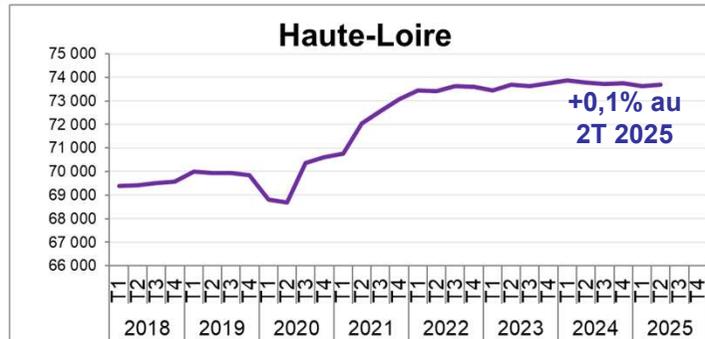
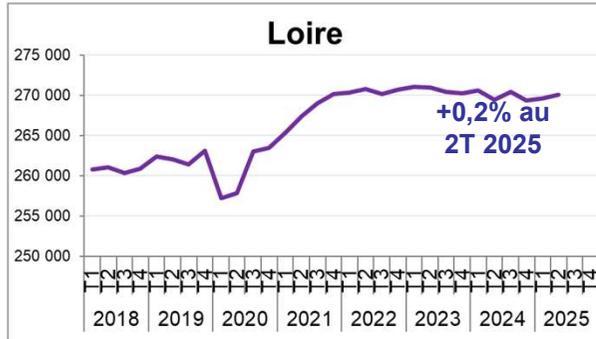
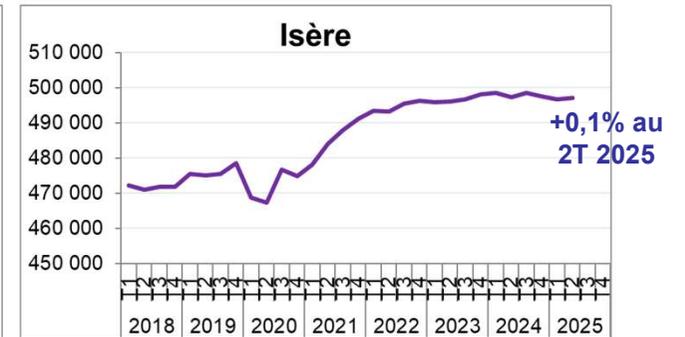
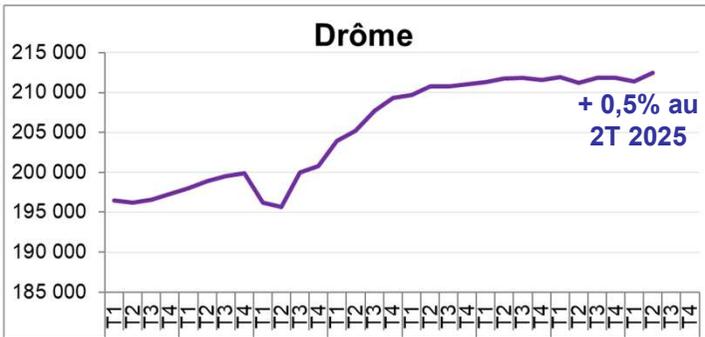
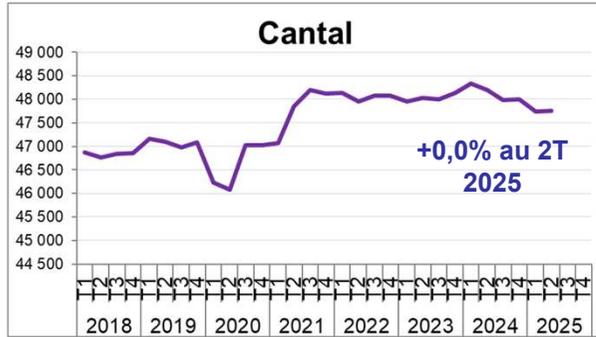
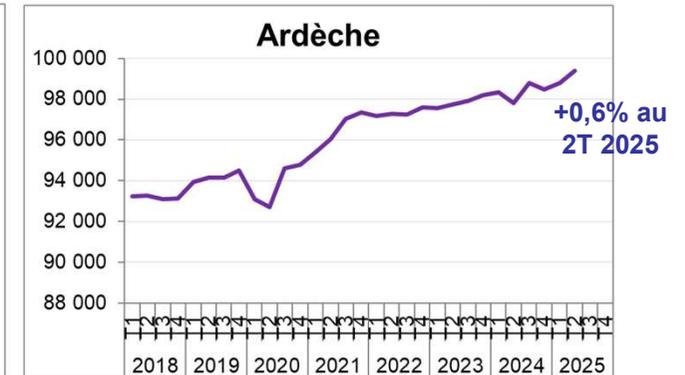
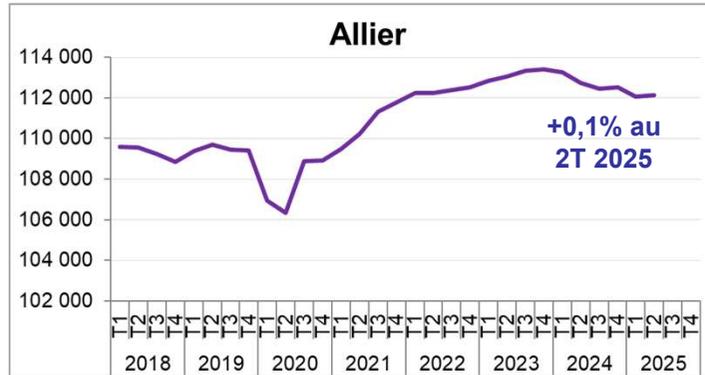
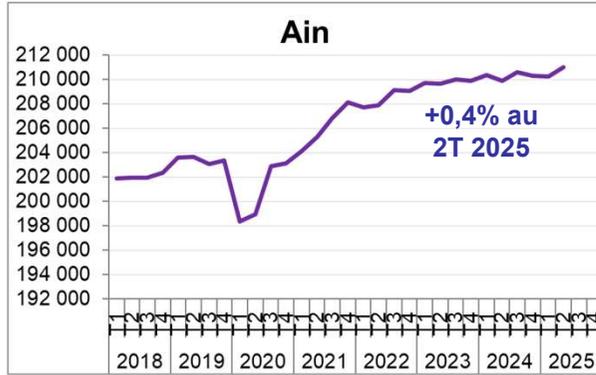
évolutions trimestrielles des effectifs salariés





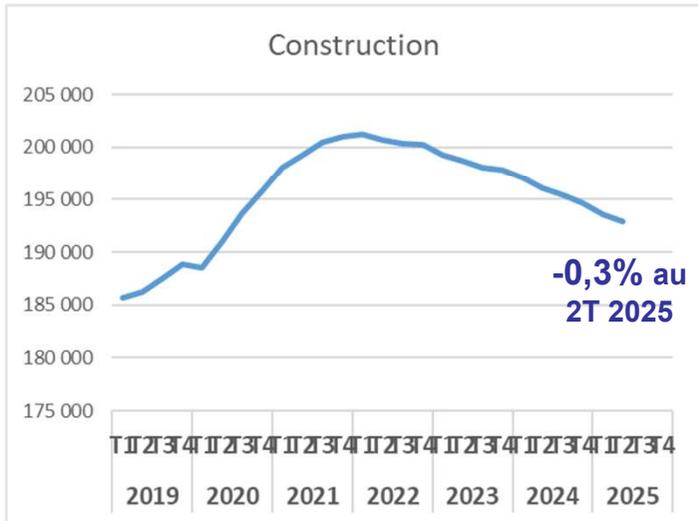
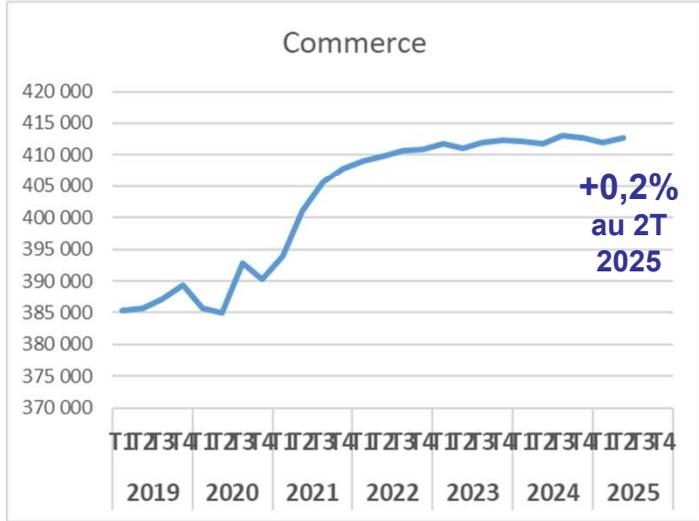
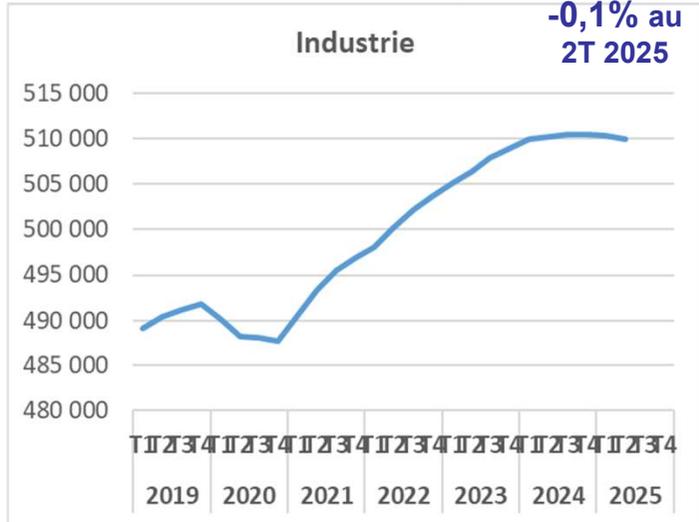
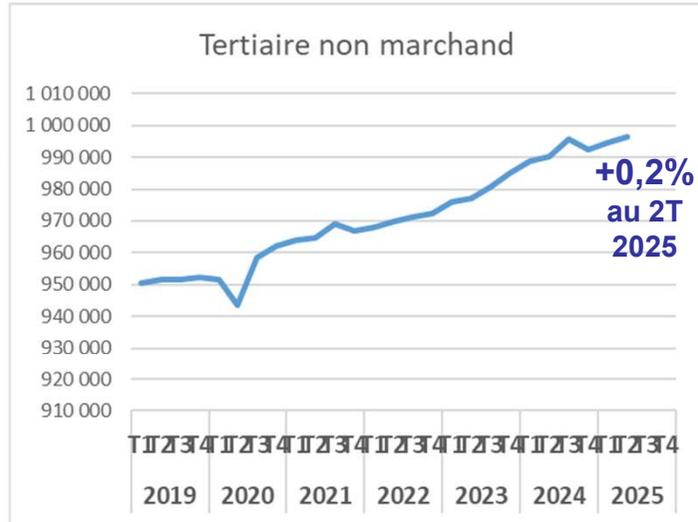
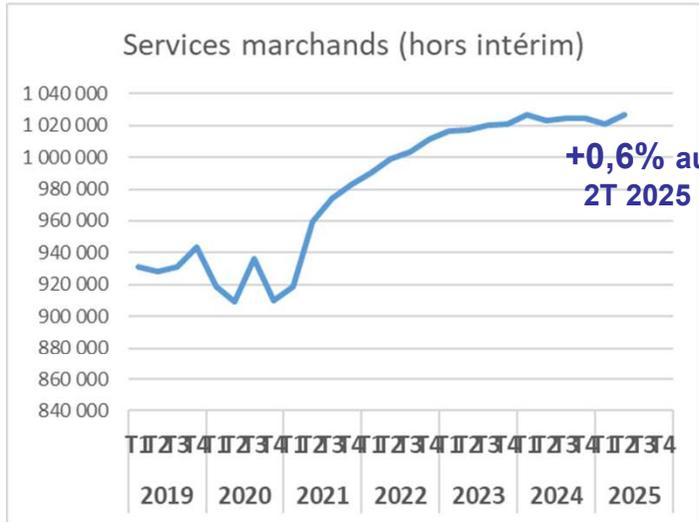
Au 2^{ème} trimestre 2025 : tous les départements en hausse, notamment

Haute-Savoie (+0,8%), Ardèche (+0,6%), Drôme(+0,5%)





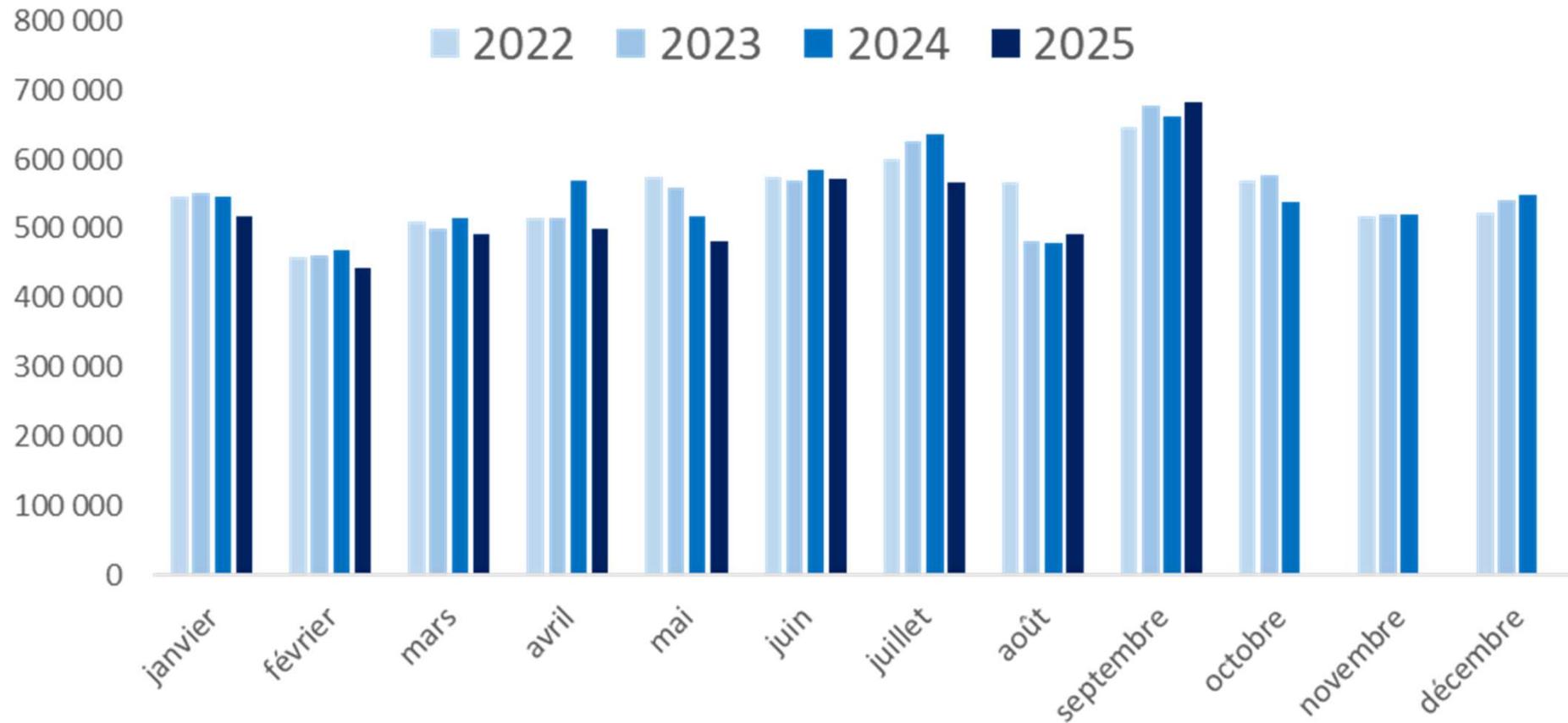
Au 2^{ème} trimestre 2025, une hausse portée par le rebond de l'intérim, et l'augmentation dans les services marchands





Les embauches (DPAE) – Par mois

682 200 embauches en septembre 2025, en hausse de +3% par rapport à septembre 2024

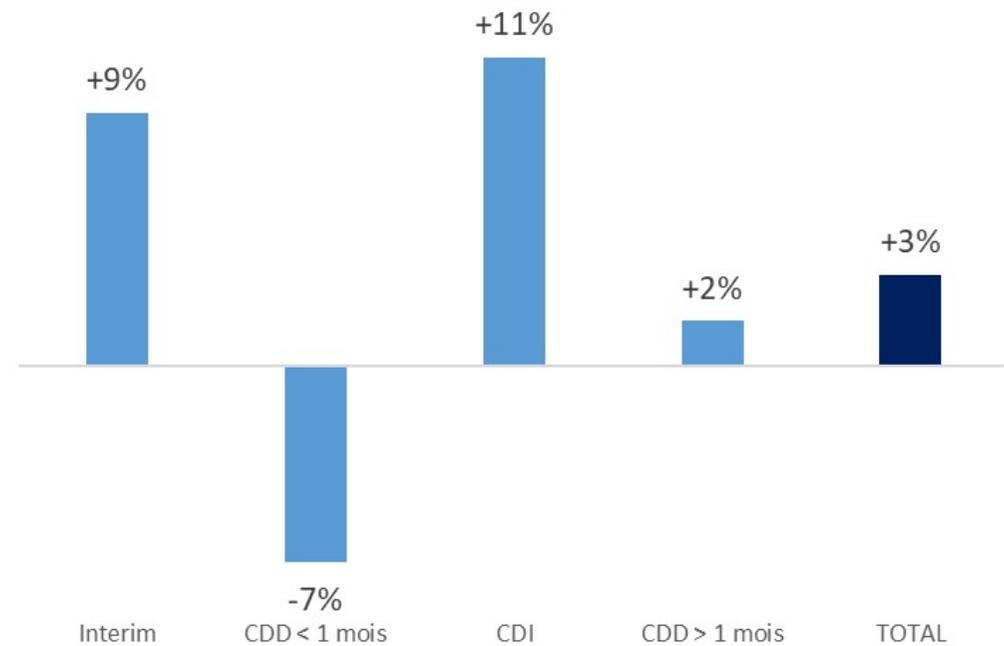




Les embauches en septembre 2025 (DPAE) – Par type de contrat

	sept-24	sept-25	Evolution sept.24 / sept.25
Interim	288 557	313 587	+9%
CDD < 1 mois	203 948	190 168	-7%
CDI	75 136	83 097	+11%
CDD > 1 mois	93 866	95 309	+2%
TOTAL	661 524	682 191	+3%

Evolution annuelle
(sept.25 versus sept.24)

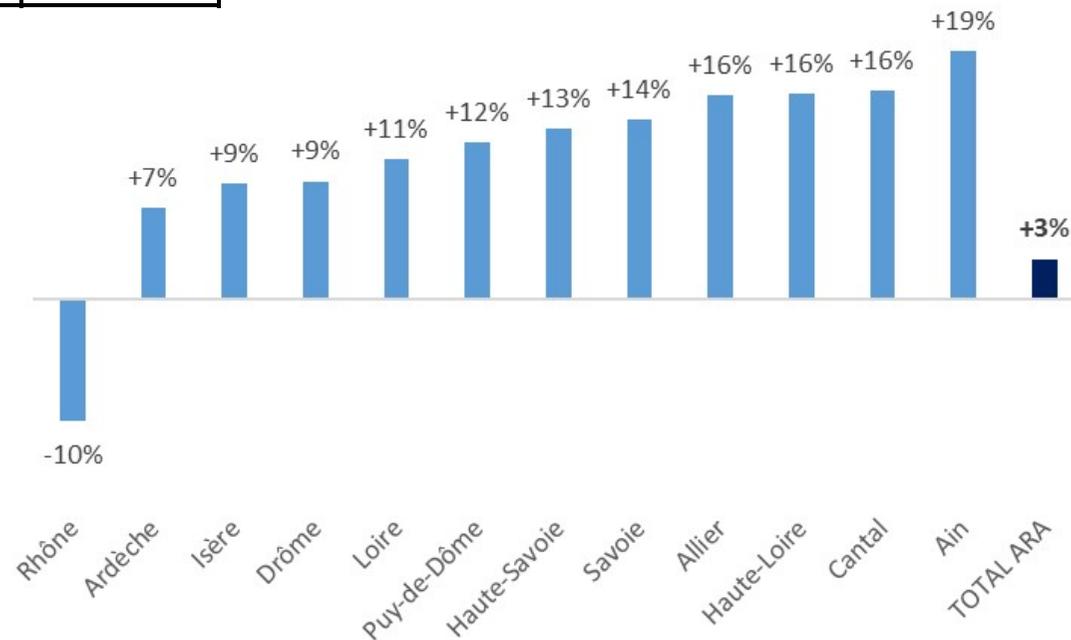




Les embauches en septembre 2025 – Par département

	sept-24	sept-25	Evolution sept.24 / sept.25
Rhône	274 332	248 228	-10%
Ardèche	15 352	16 443	+7%
Isère	85 509	93 168	+9%
Drôme	44 694	48 798	+9%
Loire	48 301	53 554	+11%
Puy-de-Dôme	44 697	50 148	+12%
Haute-Savoie	45 725	51 767	+13%
Savoie	28 175	32 119	+14%
Allier	16 343	18 935	+16%
Haute-Loire	13 090	15 186	+16%
Cantal	6 142	7 139	+16%
Ain	39 164	46 706	+19%
TOTAL ARA	661 524	682 191	+3%

Evolution annuelle (sept.25 versus sept.24)

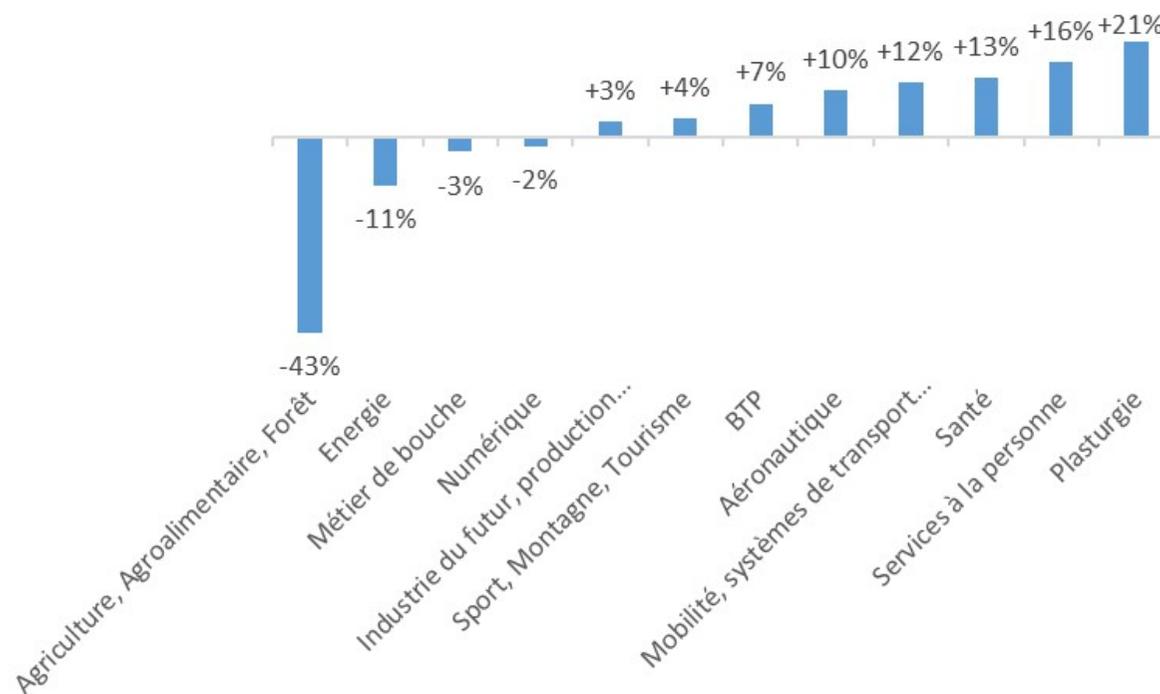




Les embauches en septembre 2025 (DPAE) – Par DOMEX

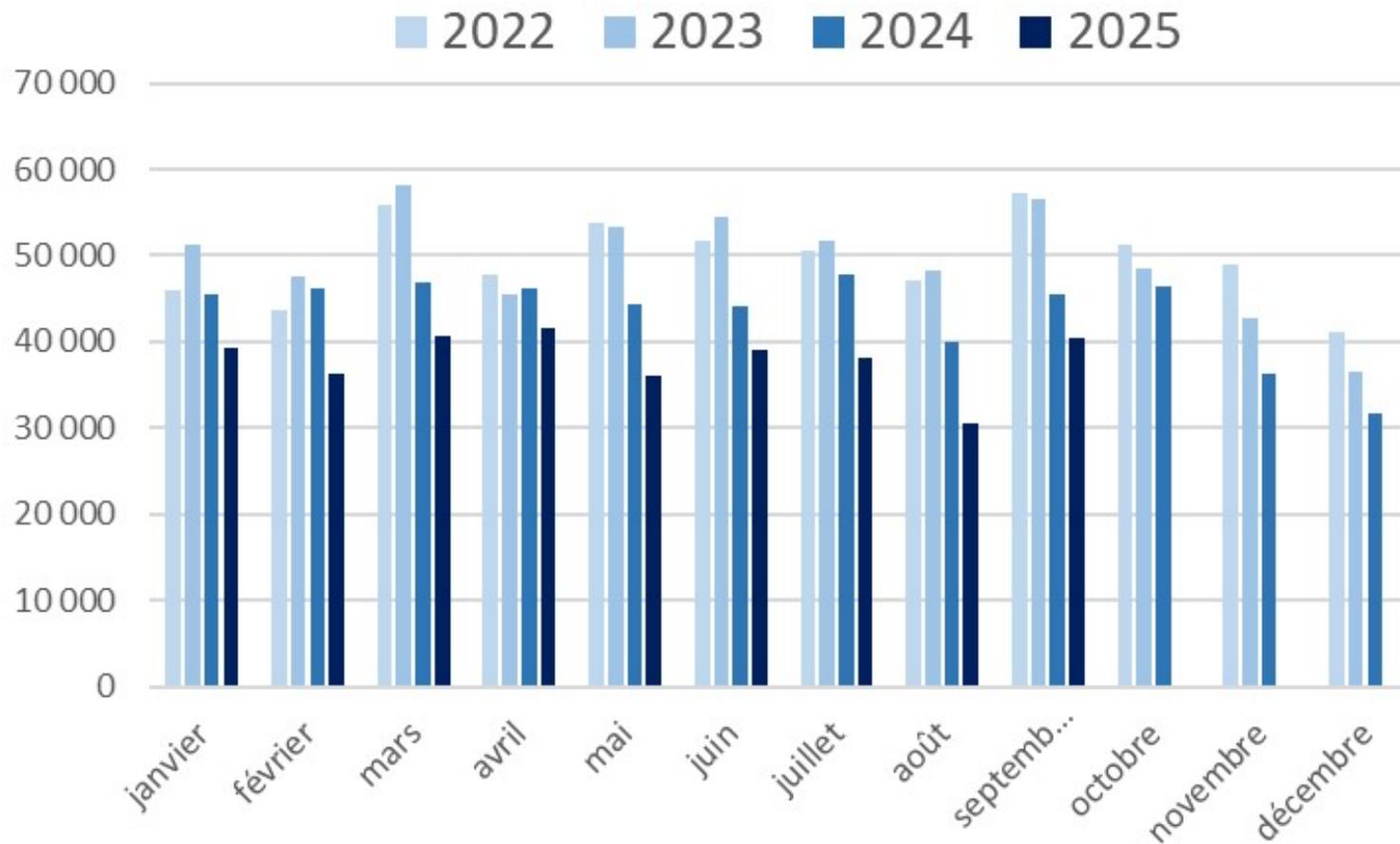
	sept-24	sept-25	Evolution sept.24 / sept.25
Agriculture, Agroalimentaire, Forêt	53 794	30 402	-43%
Energie	1 182	1 053	-11%
Métier de bouche	10 806	10 451	-3%
Numérique	7 405	7 252	-2%
Industrie du futur, production industrielle	9 558	9 862	+3%
Sport, Montagne, Tourisme	40 514	42 109	+4%
BTP	14 923	16 012	+7%
Aéronautique	3 128	3 448	+10%
Mobilité, systèmes de transport intelligents	7 365	8 254	+12%
Santé	23 483	26 548	+13%
Services à la personne	7 267	8 464	+16%
Plasturgie	710	860	+21%
TOTAL	661 524	682 191	+3%

Evolution annuelle (sept.25 versus sept.24)



➔ Les offres collectées par France Travail en septembre 2025

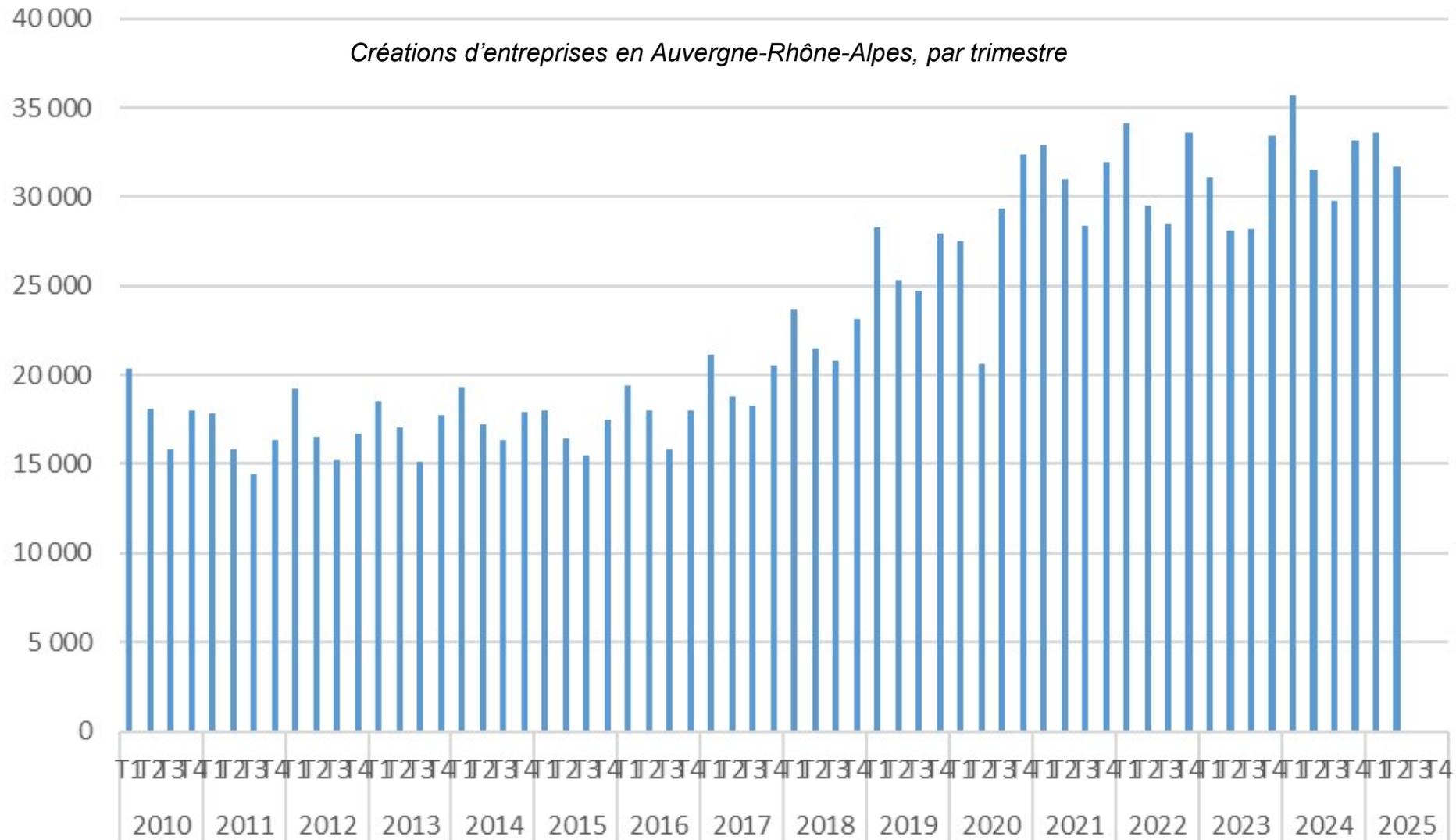
En septembre 2025, France Travail Auvergne-Rhône-Alpes a collecté 40 500 offres, en baisse de -11% par rapport à septembre 2024.





Les créations d'entreprises

En Auvergne-Rhône-Alpes, en données brutes, le nombre total d'entreprises créées au 2^{ème} trimestre 2025 est en hausse par rapport à 2024 (+1%), notamment hors micro-entreprises (+3%), tandis que les créations de micro-entreprises reculent légèrement (-1%).

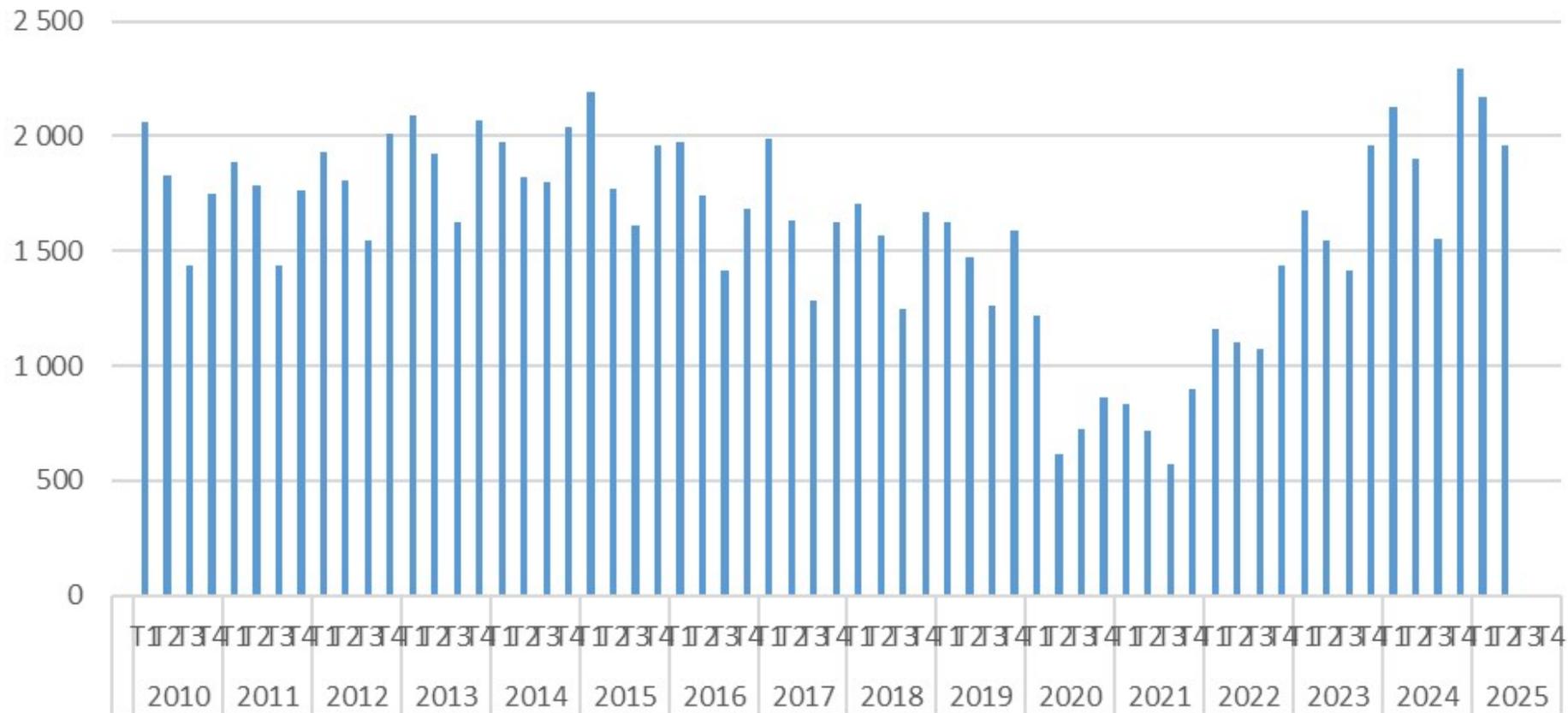




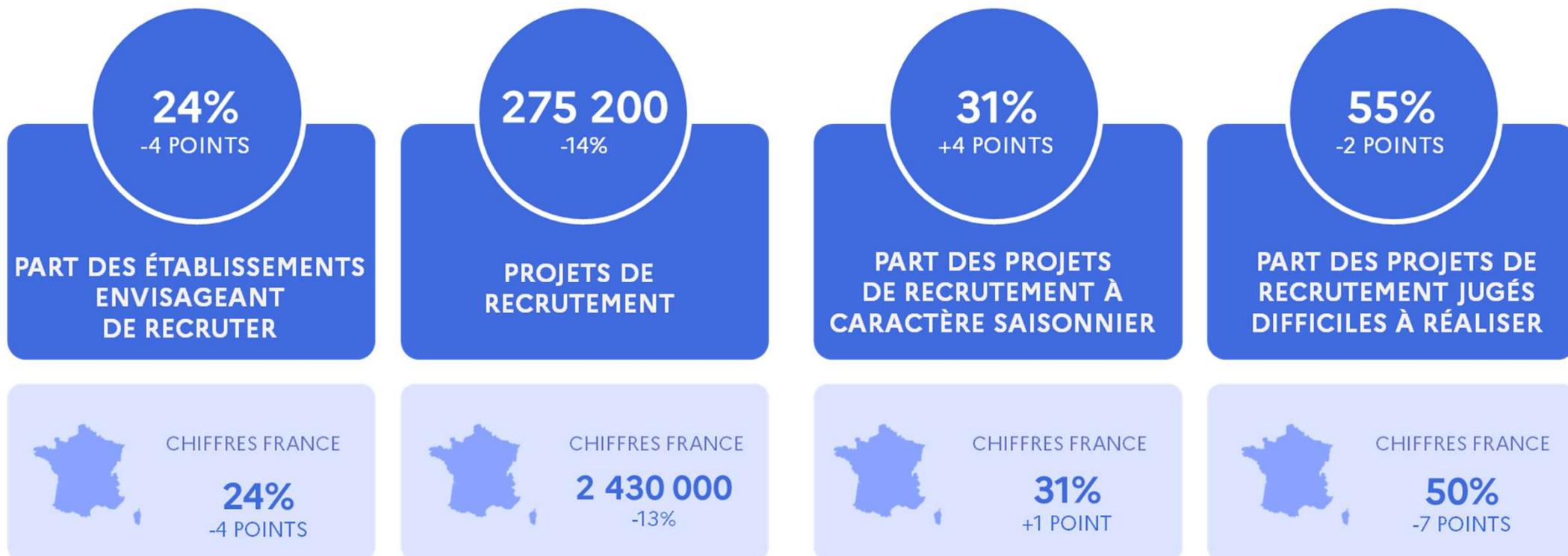
Les défaillances d'entreprises

Les tribunaux de commerce ont enregistré 1 961 défaillances d'entreprises au 2^{ème} trimestre 2025. Cela représente une hausse de +3% par rapport à la même période de l'année précédente.

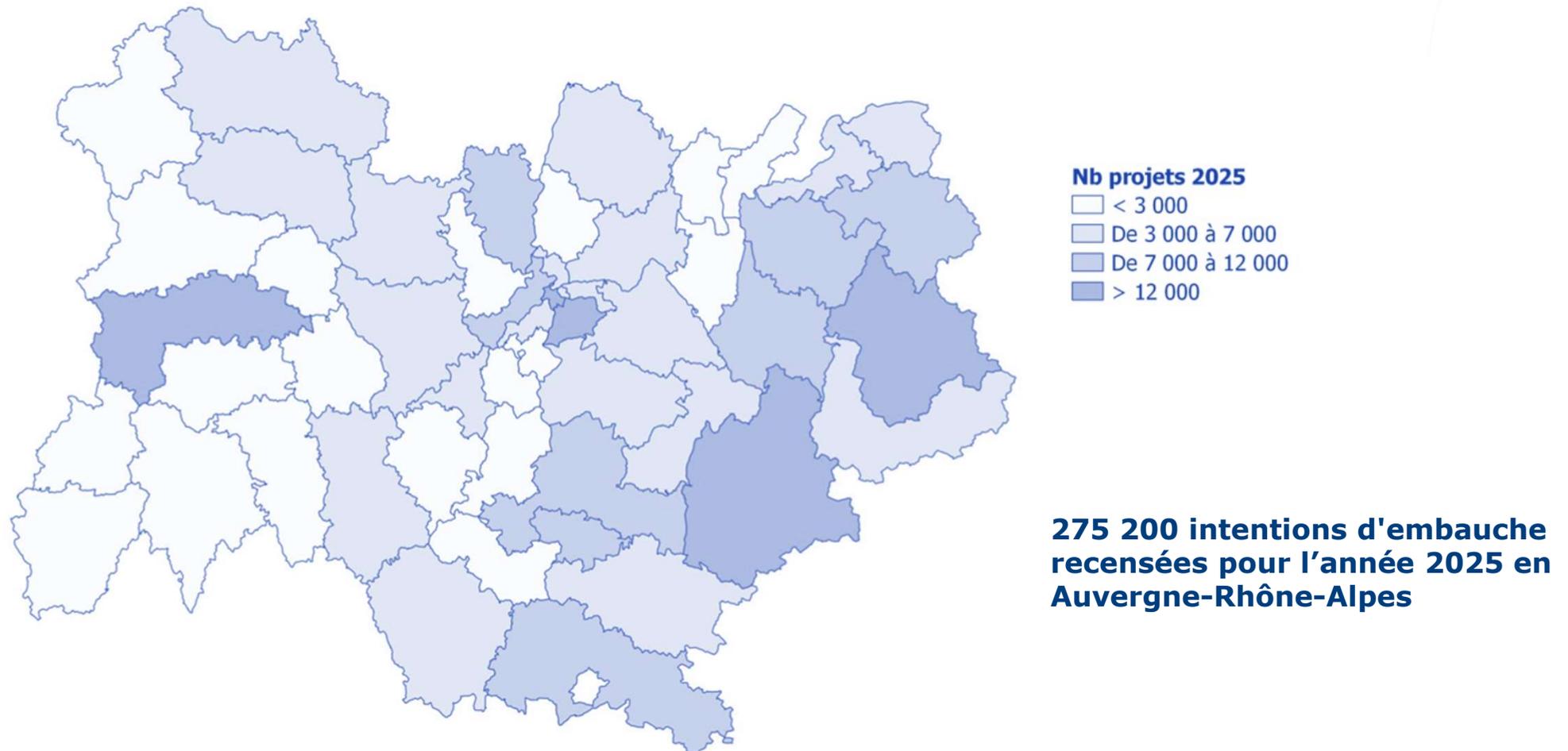
Défaillances d'entreprises en Auvergne-Rhône-Alpes, par trimestre



→ Les intentions d'embauche (« BMO 2025 ») (1/5)



→ Les intentions d'embauche (« BMO 2025 ») (2/5)



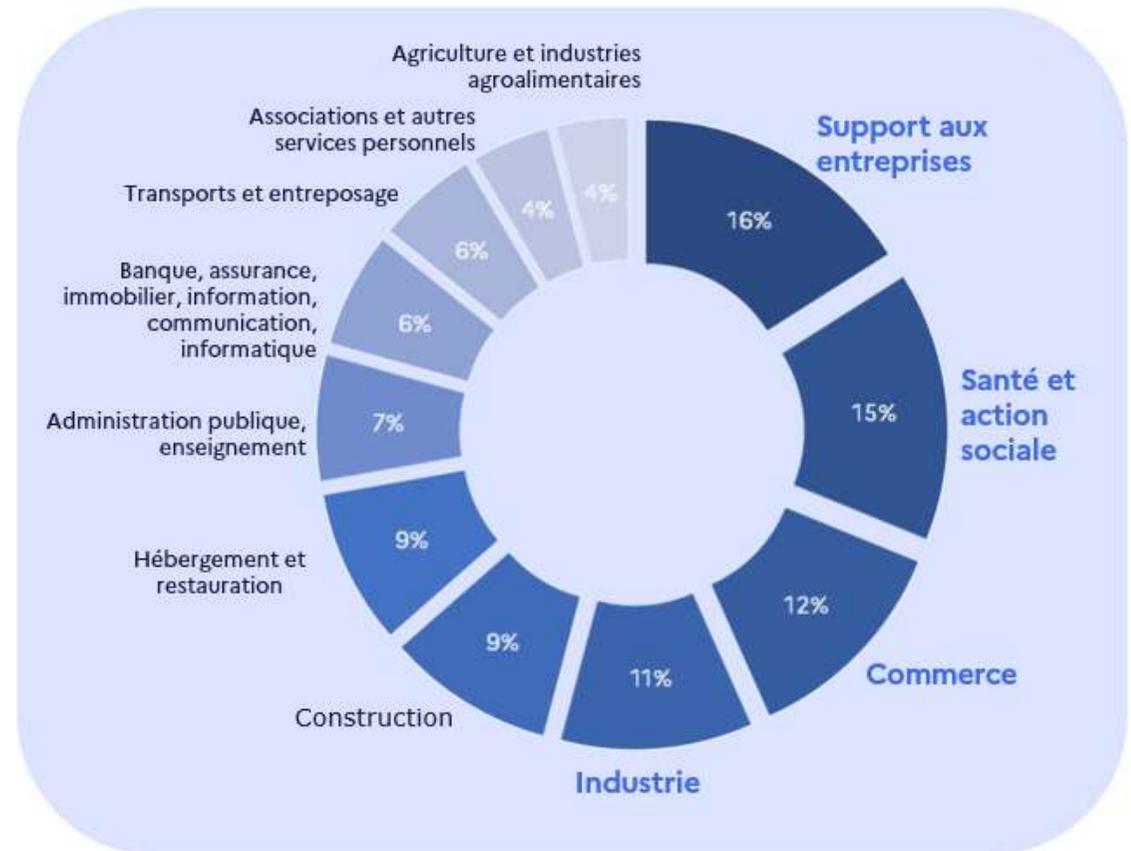
Les **pôles de recrutement majeurs** se situent plus particulièrement :

- **autour des grandes agglomérations** de la région : Lyon, Grenoble, Clermont-Ferrand, Annecy, Chambéry, Saint-Etienne, Valence
- dans les **bassins touristiques ou agricoles ayant une importante activité saisonnière** : Tarentaise, Maurienne, Vallée de l'Arve, Chablais, Villefranche, Drôme/Ardèche.

Les secteurs qui embauchent le plus (hors projets saisonniers)

Quatre secteurs concentrent plus de la moitié des intentions d'embauche (hors projets saisonniers) :

- **Support aux entreprises**
30 400 projets, soit 16% du total.
- **Santé et action sociale**
28 700 projets, soit 15% du total.
- **Commerce**
23 000 projets, soit 12% du total.
- **Industrie**
20 500 projets, soit 11% du total.



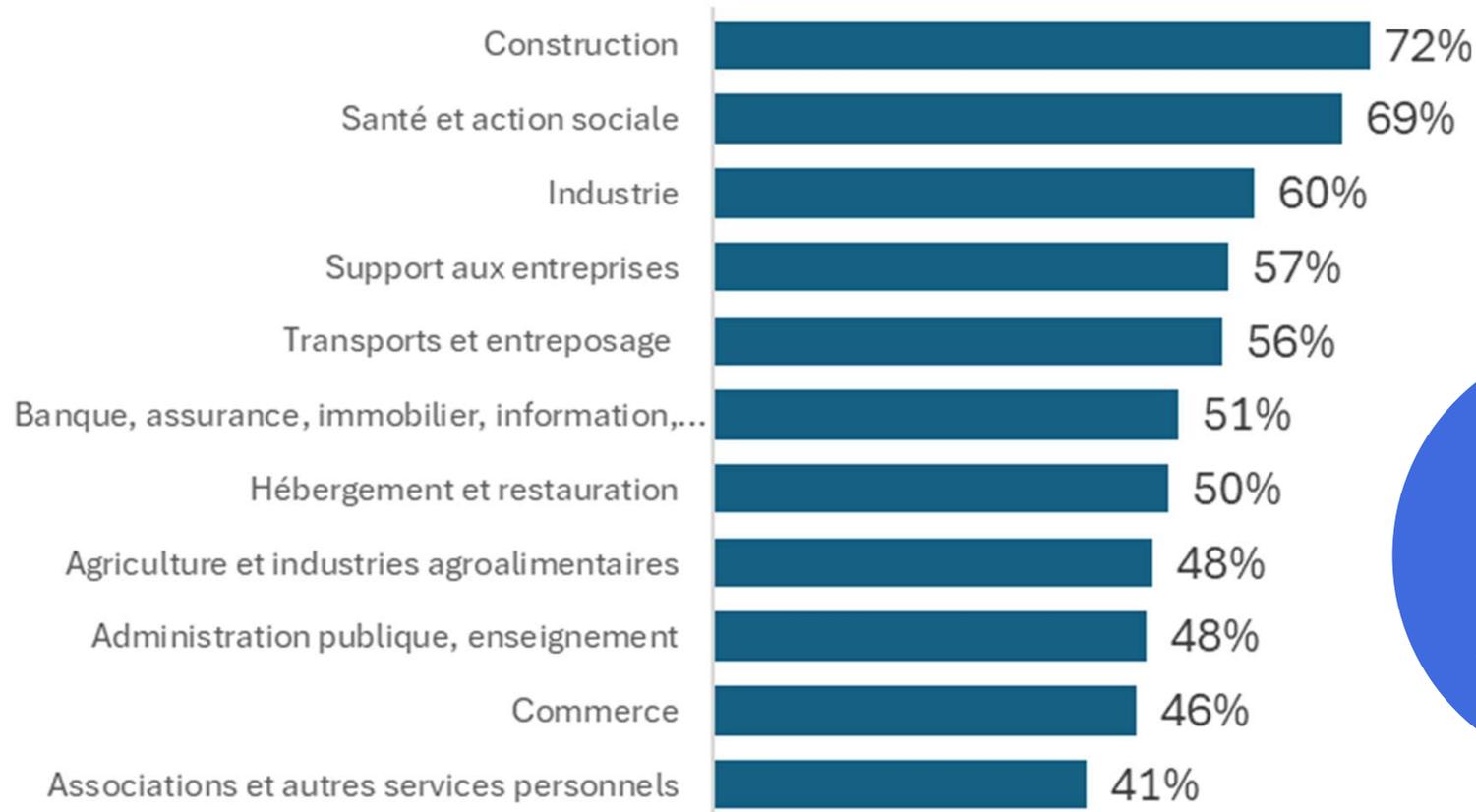
Le top des métiers recherchés

Nombre d'intentions d'embauche (hors projets de recrutement saisonniers)



- Les 25 métiers les plus recherchés représentent 43% de l'ensemble des intentions d'embauche (hors projets saisonniers).
- Les besoins des employeurs portent principalement sur des métiers apparaissant chaque année en tête des métiers les plus recherchés

Taux de projets « difficiles », par secteur



55%
des projets de recrutement sont jugés difficiles en région

- **55% des projets sont jugés difficiles à réaliser par les employeurs.**
En baisse de -2 points par rapport à l'année précédente.
- **Les difficultés de recrutement restent à un niveau particulièrement élevé dans certains secteurs. Plus de six projets sur dix jugés difficiles dans :**
 - la construction (72%, stable)
 - la santé et action sociale (69%, en baisse de - 3 points)
 - l'industrie (60%, en baisse de -2 points)

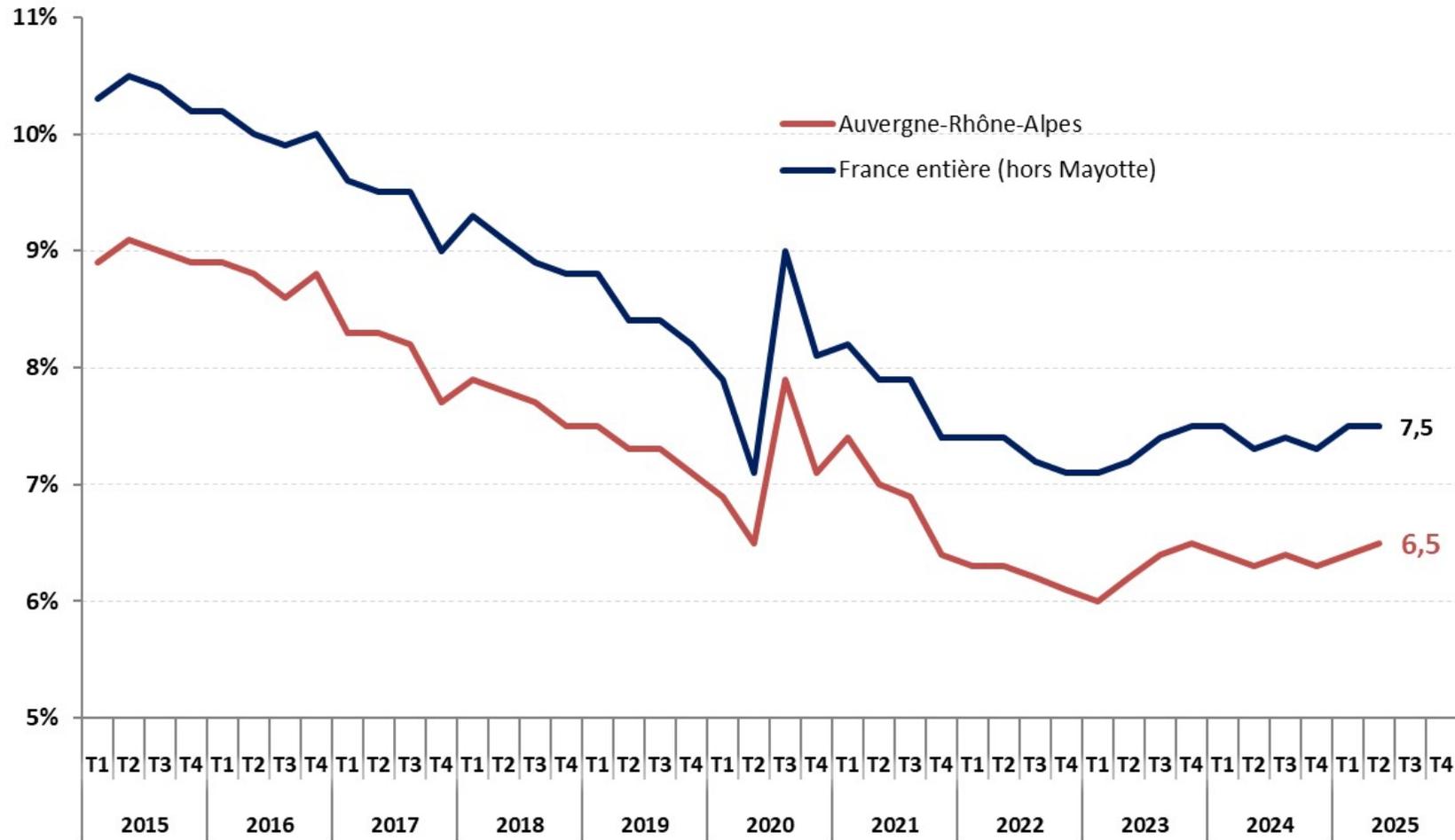


LE TAUX DE CHÔMAGE



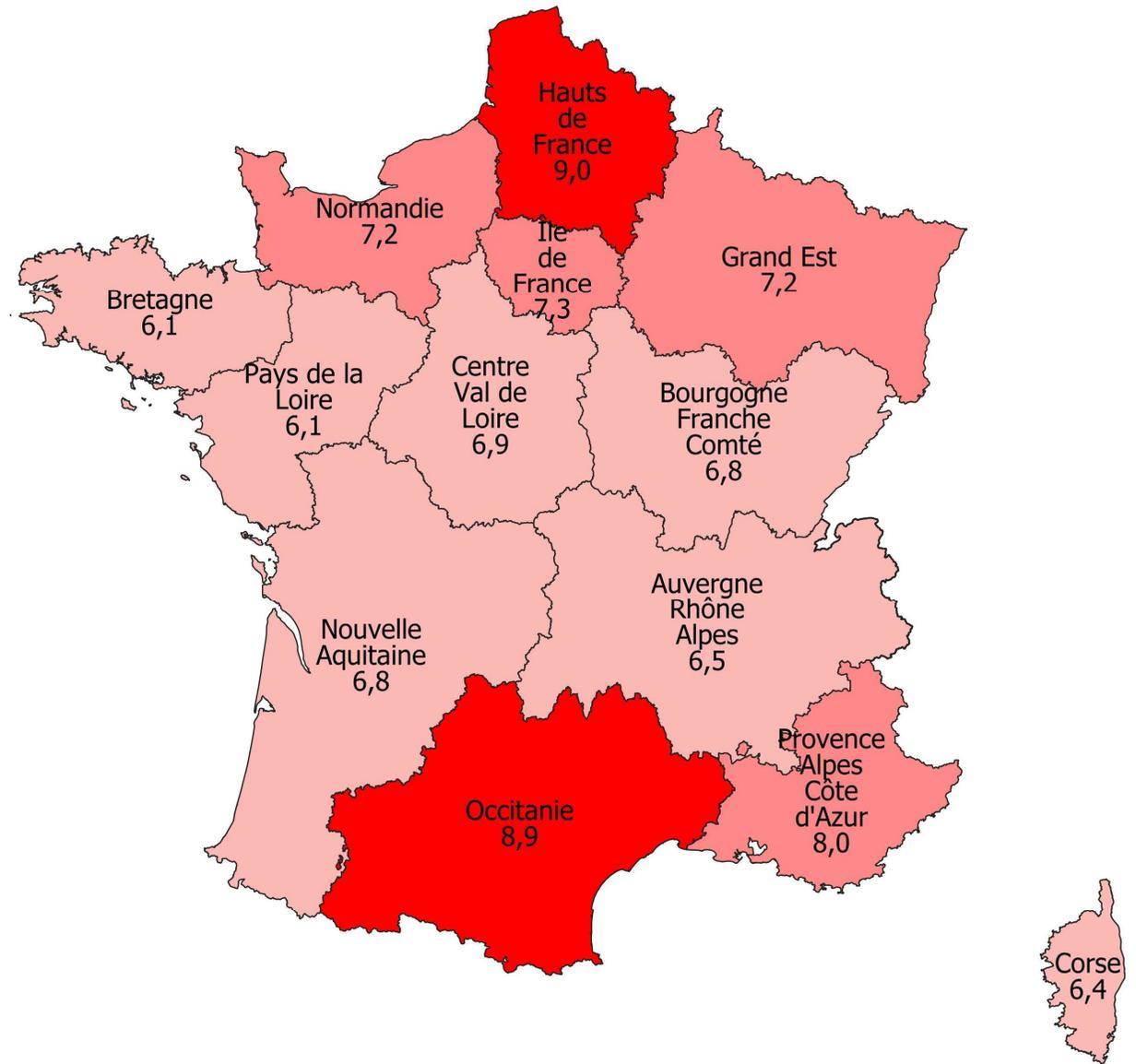
Légère hausse du taux de chômage au 2^{ème} trimestre 2025 en ARA

Taux de chômage au sens du BIT





Le taux de chômage régional sur le podium des plus faibles en France



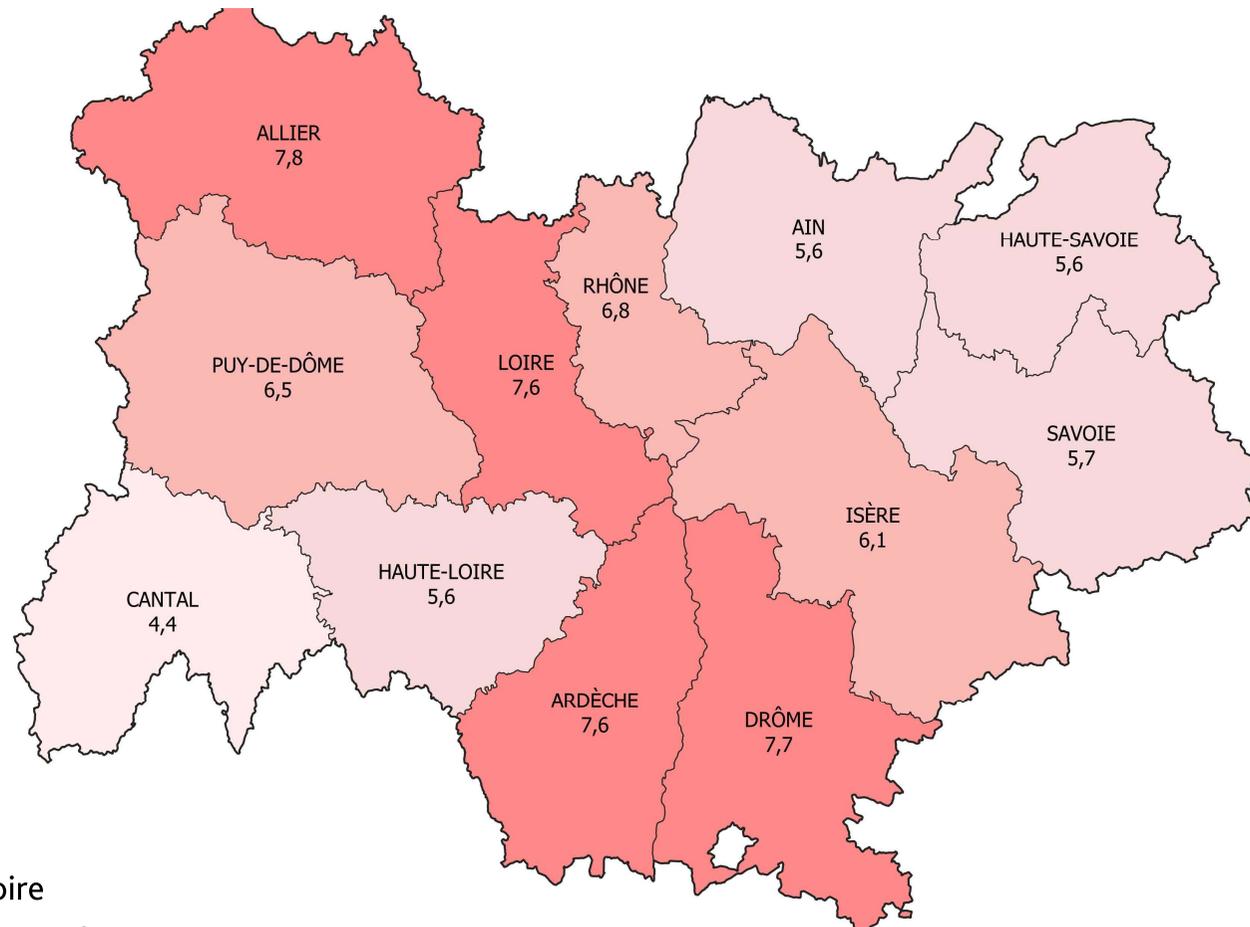
Taux de chômage
2ème trimestre 2025

Par région



Stabilité du taux de chômage au 2^{ème} trimestre 2025 dans sept départements (sur 12)

Taux de chômage 2^{ème} trimestre 2025



Sur le trimestre :

Baisse de -0,1 point : Ardèche et Loire

Stable (comme en France) : Ain, Allier, Drôme, Haute-Loire, Haute-Savoie, Isère, Puy-de-Dôme

Hausse de +0,1 point (comme en Auvergne-Rhône-Alpes) : Cantal et Rhône

Hausse de +0,2 point : Savoie

Sur un an :

Baisse de -0,2 point : Ardèche

Baisse de -0,1 point : Drôme

Stable : Allier et Loire

Hausse de +0,1 point : Ain, Haute-Loire, Haute-Savoie, Isère et le Puy-de-Dôme

Hausse de +0,3 point : Cantal

Hausse de +0,4 point : Rhône

Hausse de +0,5 point : Savoie



LA DEMANDE D'EMPLOI



Impact de la loi sur le plein emploi

Au troisième trimestre 2025, on continue à observer les effets de la mise en œuvre de la loi pour le plein emploi (LPE) qui élargit les publics inscrits systématiquement à France Travail (voir l'avertissement dans la publication).

Au 3^{ème} trimestre 2025, il y a 74 400 inscrits à France Travail dans la catégorie G en Auvergne-Rhône-Alpes, pour 19 000 en catégorie F (+ 64,2 % sur le trimestre).

Au-delà de l'apparition de ces nouvelles catégories, l'élargissement du champ de France Travail a un effet indirect, à la hausse, sur les autres catégories de personnes inscrites à France Travail : il existe des passages entre toutes les catégories.

Impact des évolutions des règles d'actualisation de France Travail

En 2025 les effectifs d'inscrits à France Travail (FT) sont affectés par des changements dans les règles d'actualisation. En particulier :

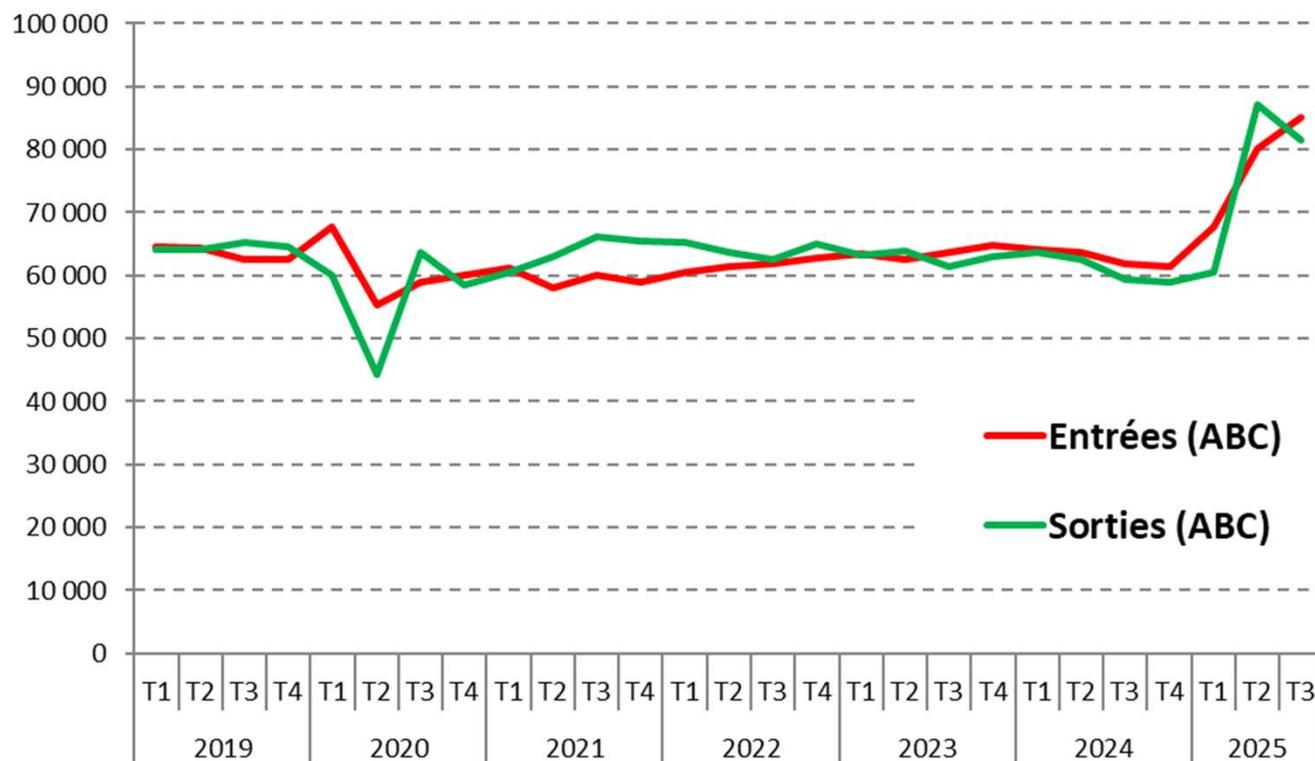
- Depuis avril 2025, le régime de radiation de France Travail s'applique, de manière différenciée, aussi aux nouveaux publics. Cela a entraîné un surcroît de sorties pour les personnes non indemnisables qui ont pu omettre de s'actualiser.
- Depuis le 1^{er} juin, le nouveau décret sur les sanctions entre en vigueur. Il assouplit les règles des radiations, de sorte que le nombre de sorties pour radiations est diminué : cela augmente le nombre de personnes inscrites à France Travail en conséquence.

Sur le champ des séries complémentaires (hors bénéficiaires du RSA, et jeunes en CEJ, AIJ, Pacea), il est estimé qu'en l'absence du décret, le nombre d'inscrits au 3^{ème} trimestre 2025 aurait diminué de 0,2 % pour les catégories A,B,C et -0,9 % pour la catégorie A. Ce sont ces évolutions qui reflètent le mieux la situation conjoncturelle du marché du travail.



En septembre 2025*, les entrées plus nombreuses que les sorties

Entrées et sorties sur les listes d'inscription à France Travail, par mois, en Auvergne-Rhône-Alpes



***à noter : Les entrées et sorties comptabilisées ici concernent les catégories A, B ou C**

Dans le cadre de la mise en œuvre de la loi pour le plein emploi, les demandeurs et bénéficiaires du RSA, les jeunes en recherche d'emploi suivis par les missions locales et les personnes en situation de handicap suivies par Cap'Emploi sont systématiquement inscrits à France Travail à compter de janvier 2025. Pour tenir compte de ces évolutions, deux nouvelles catégories statistiques sont créées : la catégorie F à dominante « sociale » pour les personnes les plus éloignées de l'emploi, et la catégorie G pour les demandeurs et bénéficiaires du RSA en attente d'orientation.

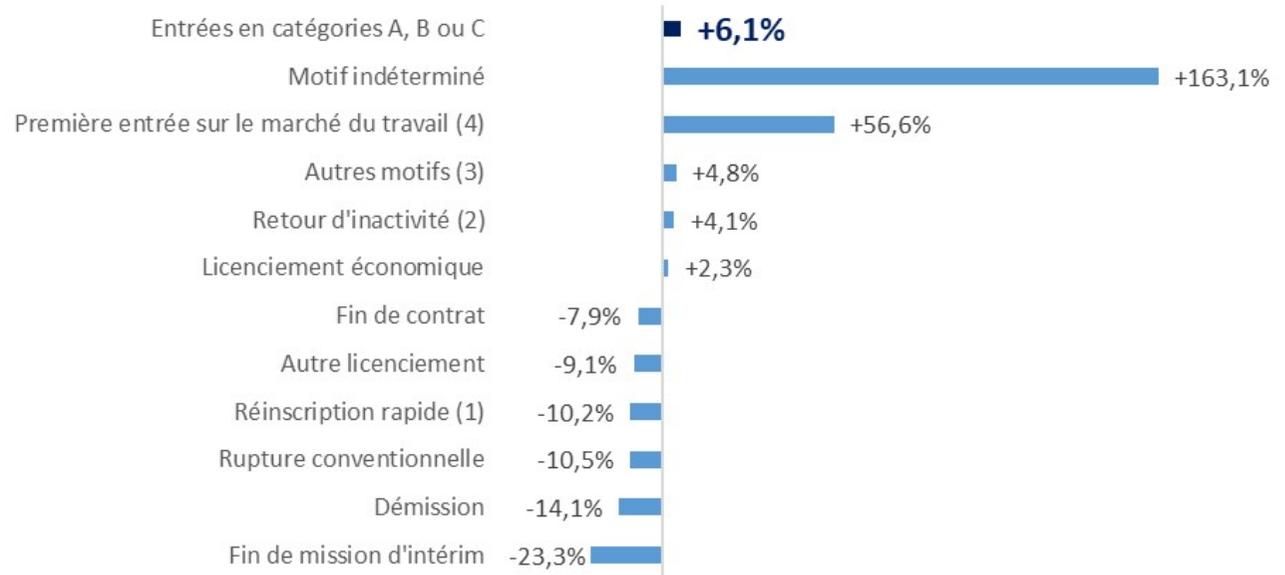
La hausse des entrées et sorties à partir du 2^{ème} trimestre 2025 s'explique par :

- Sorties : forte hausse des défauts d'actualisation dus à la montée en charge de l'actualisation hybride et la réintégration des réinscrits dans le champ de l'actualisation obligatoire.
- Entrées : forte hausse des « autres motifs » dus aux réinscriptions rapides suite à défaut d'actualisation hybride

La baisse des sorties au 3^{ème} trimestre s'explique en grande partie par la mise en place d'un nouveau barème de sanction qui assouplit les règles des radiations, de sorte que le nombre de sorties pour radiations est très fortement diminué.

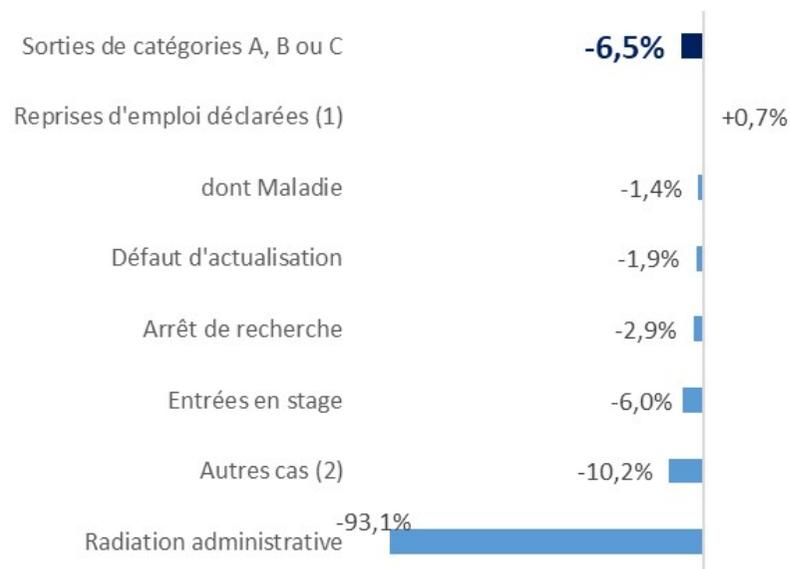
Evolution des entrées et sorties au 3^{ème} trimestre 2025

Evolution trimestrielle du nombre d'entrées (en catégories A, B ou C) sur les listes France Travail, par motif d'inscription



La hausse des sorties pour défaut d'actualisation s'explique par la montée en charge de l'actualisation hybride et la réintégration des réinscrits dans le champ de l'actualisation obligatoire. La hausse des entrées pour autres motifs tient surtout aux réinscriptions rapides suite à défaut d'actualisation hybride. La baisse des sorties s'explique en grande partie par la mise en place d'un nouveau barème de sanction qui assouplit les règles des radiations, de sorte que le nombre de sorties pour radiations est très fortement diminué.

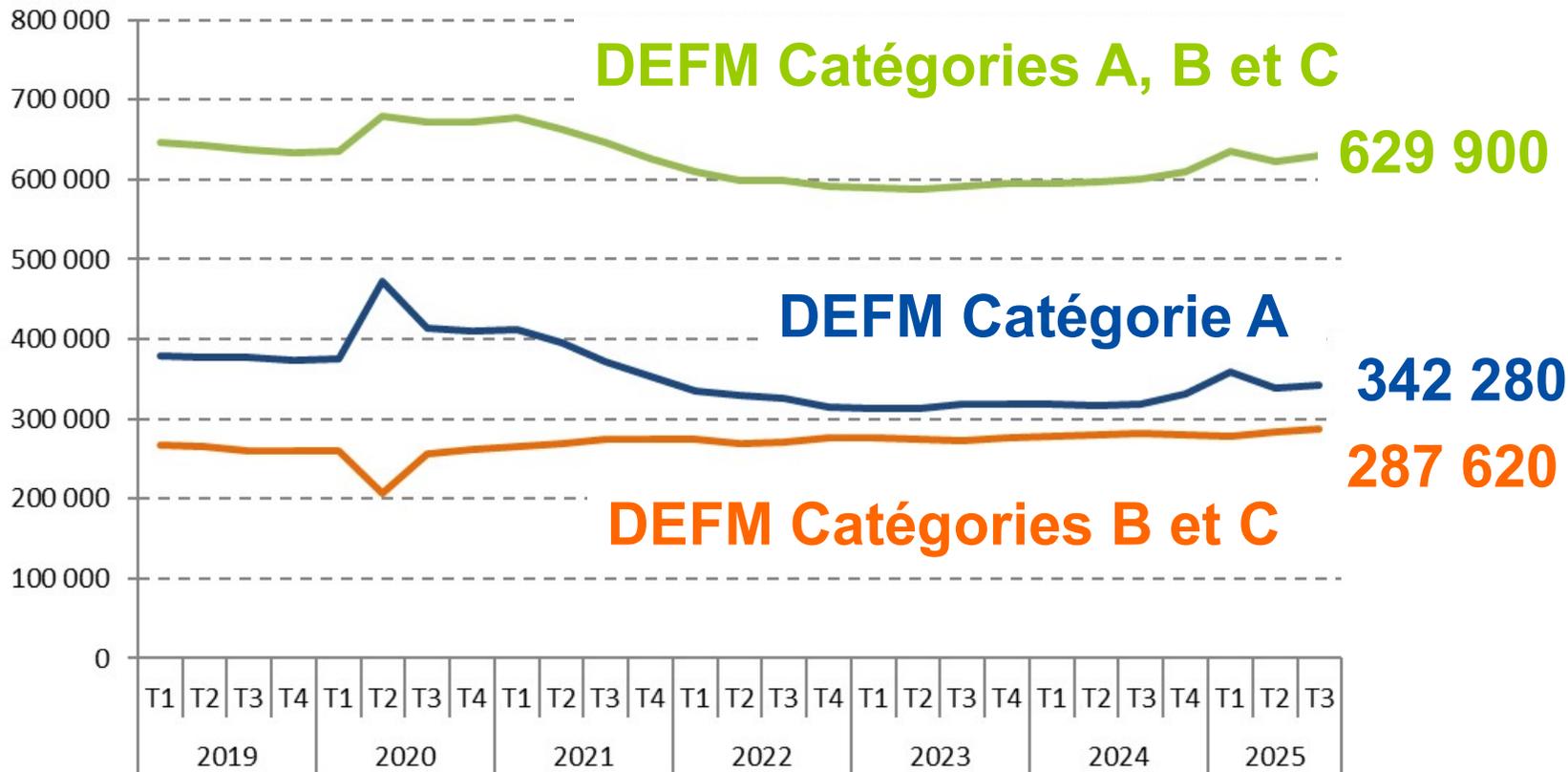
Evolution trimestrielle du nombre de sorties des listes France Travail (catégories A, B ou C), par motif de sortie





La demande d'emploi par catégorie, depuis 2019

Source : France Travail, données CVS (dernière donnée disponible : août 2025)



Impact de la loi sur le plein emploi

Au troisième trimestre 2025, on continue à observer les effets de la mise en œuvre de la loi pour le plein emploi (LPE) qui élargit les publics inscrits systématiquement à France Travail (voir l'avertissement dans la publication).

Au 3ème trimestre 2025, il y a 74 400 inscrits à France Travail dans la catégorie G en Auvergne-Rhône-Alpes, pour 19 000 en catégorie F (+ 64,2 % sur le trimestre).

Au-delà de l'apparition de ces nouvelles catégories, l'élargissement du champ de France Travail a un effet indirect, à la hausse, sur les autres catégories de personnes inscrites à France Travail : il existe des passages entre toutes les catégories.

Impact des évolutions des règles d'actualisation de France Travail

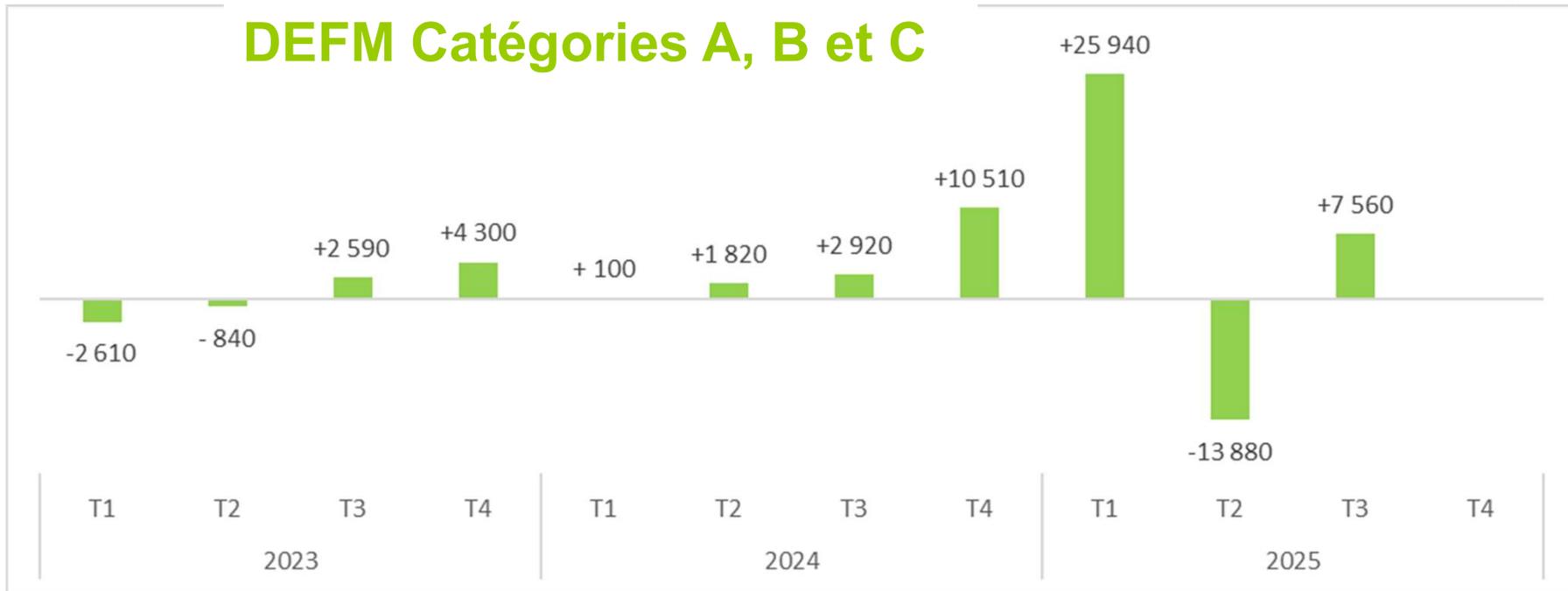
En 2025 les effectifs d'inscrits à France Travail (FT) sont affectés par des changements dans les règles d'actualisation. En particulier :

Depuis avril 2025, le régime de radiation de France Travail s'applique, de manière différenciée, aussi aux nouveaux publics. Cela a entraîné un surcroît de sorties pour les personnes non indemnisables qui ont pu omettre de s'actualiser.

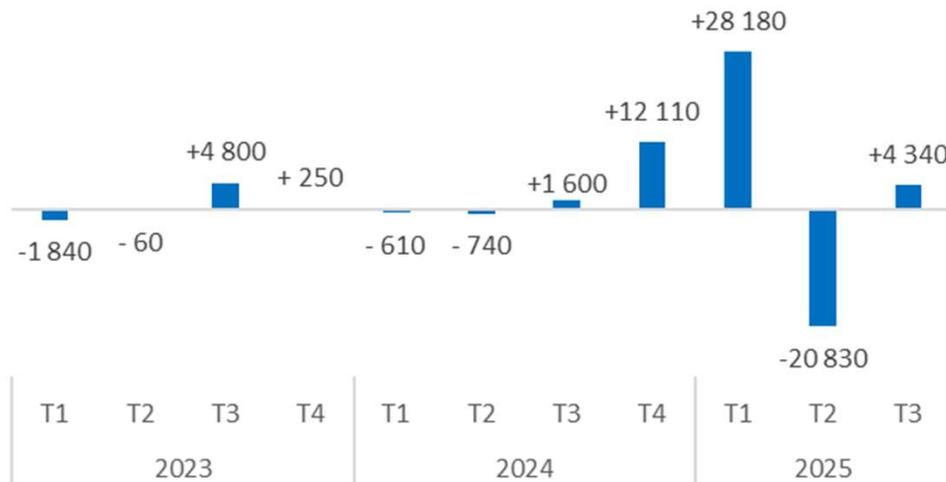
Depuis le 1er juin, le nouveau décret sur les sanctions entre en vigueur. Il assouplit les règles des radiations, de sorte que le nombre de sorties pour radiations est diminué : cela augmente le nombre de personnes inscrites à France Travail en conséquence.



Evolutions trimestrielles



DEFM Catégorie A



DEFM Cat. B et C



Catégorie A : + 1,3% au 3^{ème} trimestre 2025 (+4 340)

NB : évolution « contrefactuelle » (hors BRSA et jeunes MILO) (Cat A) : + 0,7%

Par âge (Cat A) :

Par département (Cat A) :

Catégorie A : +7,5% sur un an (+ 23 800)

NB : évolution « contrefactuelle » (hors BRSA et jeunes MILO) (Cat A) : + 5,2%

Par âge (Cat A) :

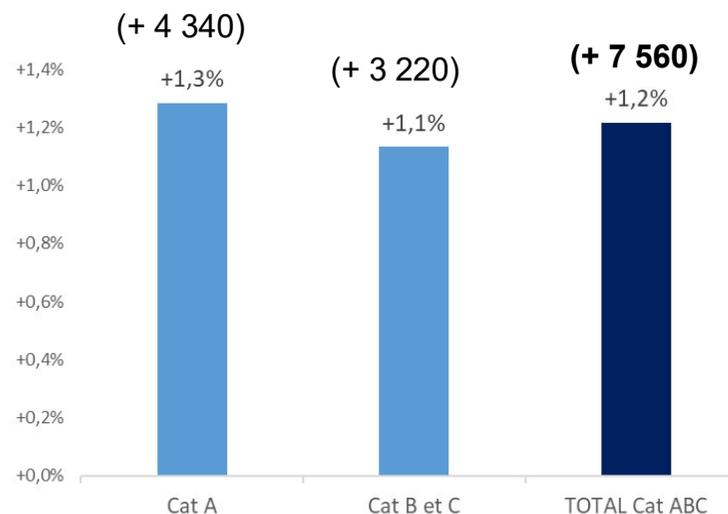
Par département (Cat A) :

Catégories ABC : + 1,2 % au 3^{ème} trimestre 2025 (+ 7 560)

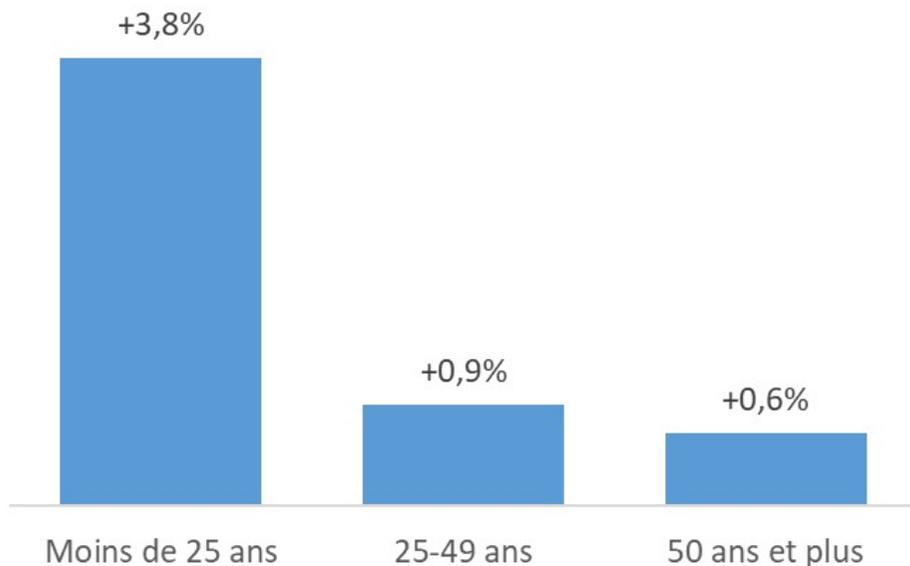
NB : évolution « contrefactuelle » (hors BRSA et jeunes MILO) (Cat A) : + 0,8%

Par catégorie d'inscription :

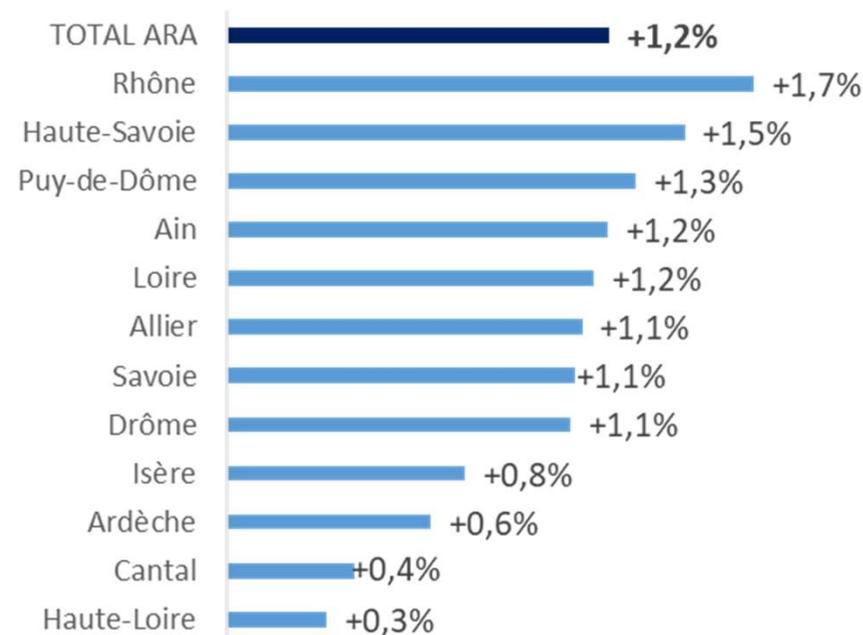
	3 ^{ème} trimestre 2025	Evolution trimestrielle	
Cat A	342 280	+4 340	+1,3%
Cat B et C	287 620	+3 220	+1,1%
TOTAL Cat ABC	629 900	+7 560	+1,2%



Par âge (Cat ABC) :



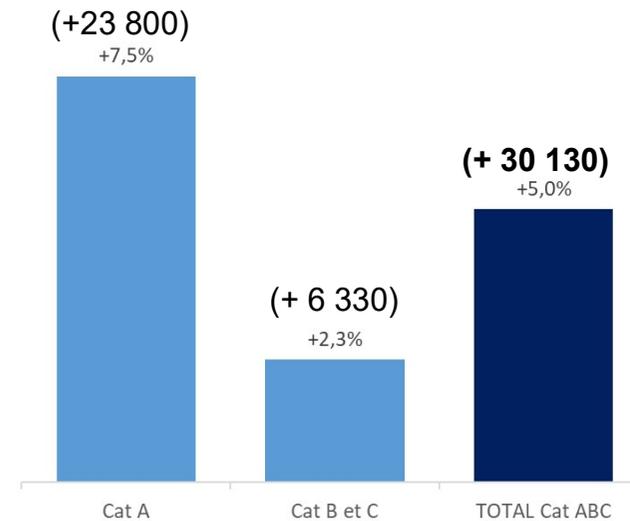
Par département (Cat ABC) :



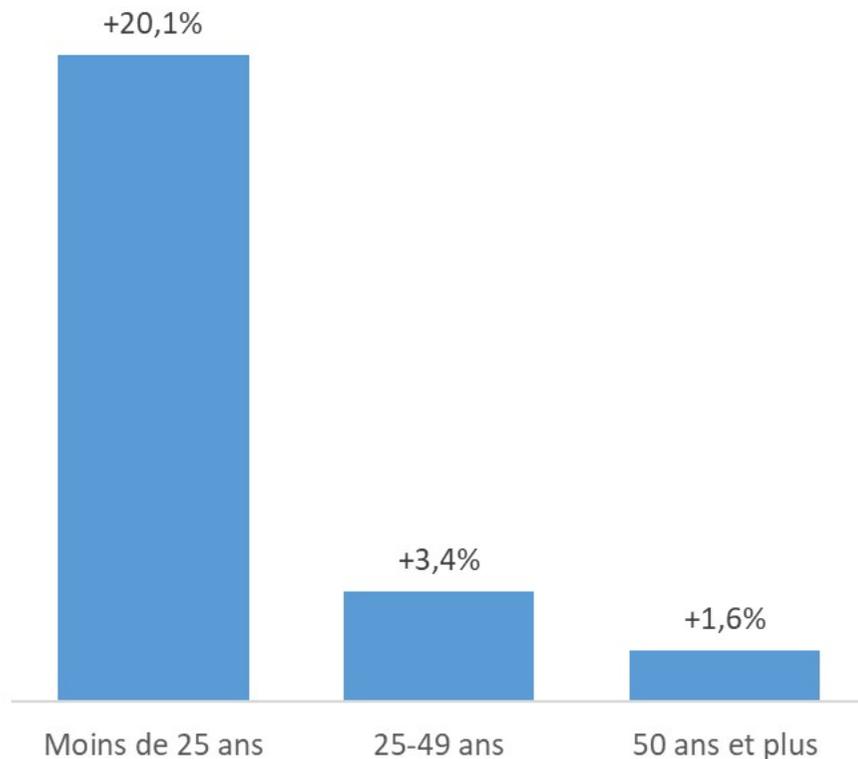
Catégories ABC : +5,0 % sur un an (+ 30 130)

NB : évolution « contrefactuelle » (hors BRSA et jeunes MILO) (Cat A) : + 3,0%

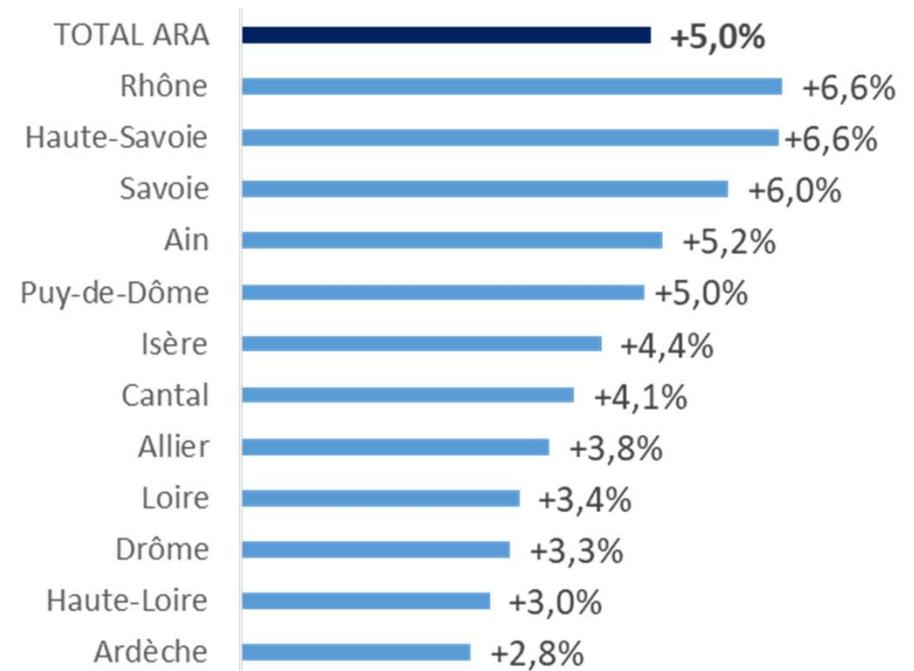
Par catégorie d'inscription :



Par âge (Cat ABC) :



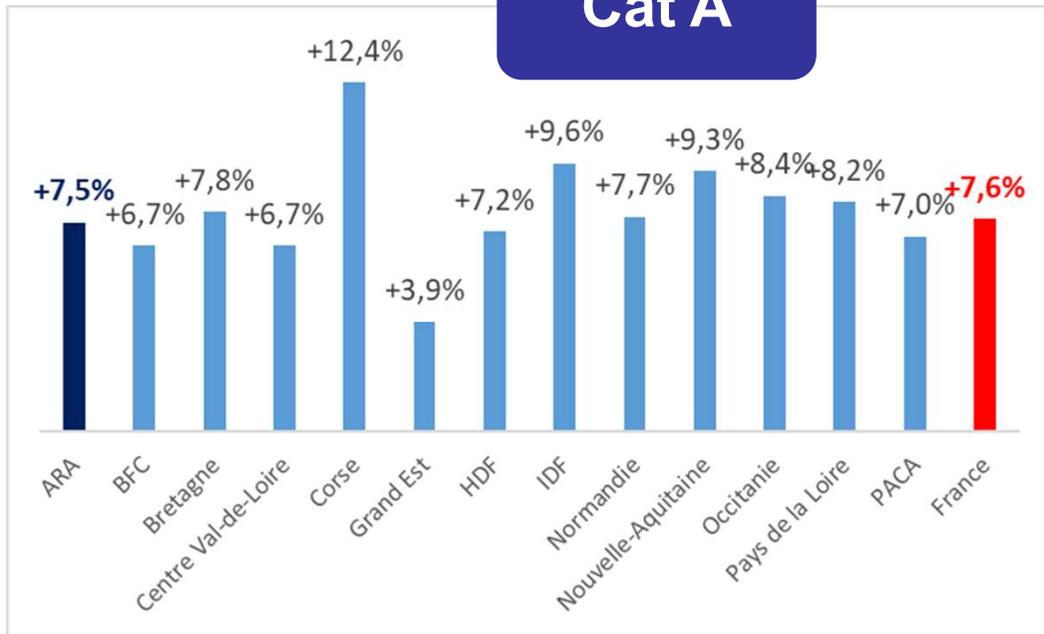
Par département (Cat ABC) :



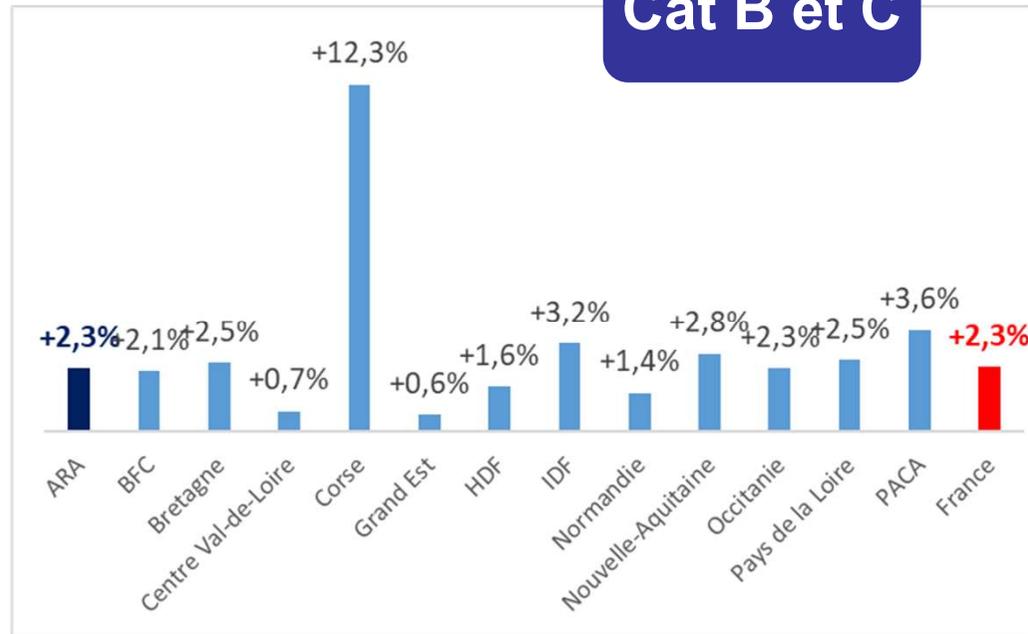


Évolution annuelle des DEFM par région

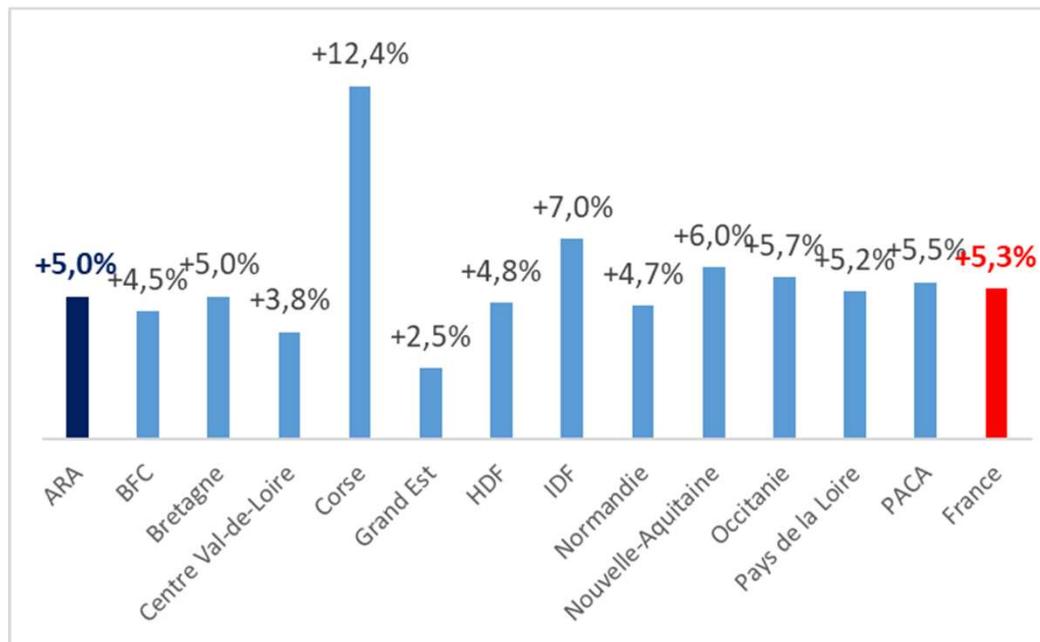
Cat A



Cat B et C



Cat ABC

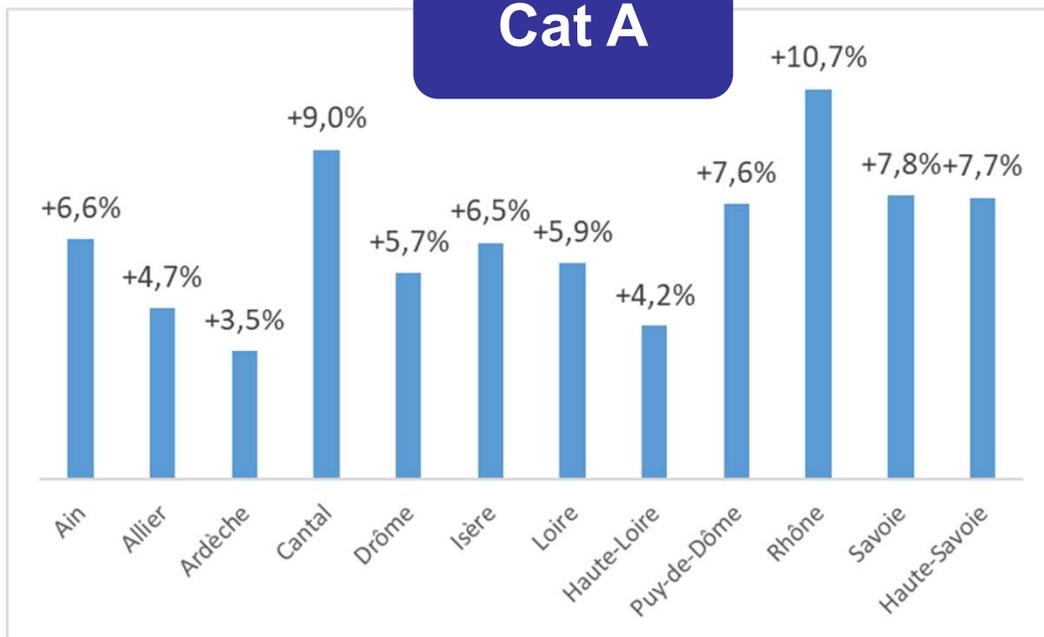


Données CVS –
Evolution entre le
3^{ème} trimestre 2024
et le 3^{ème} trimestre
2025

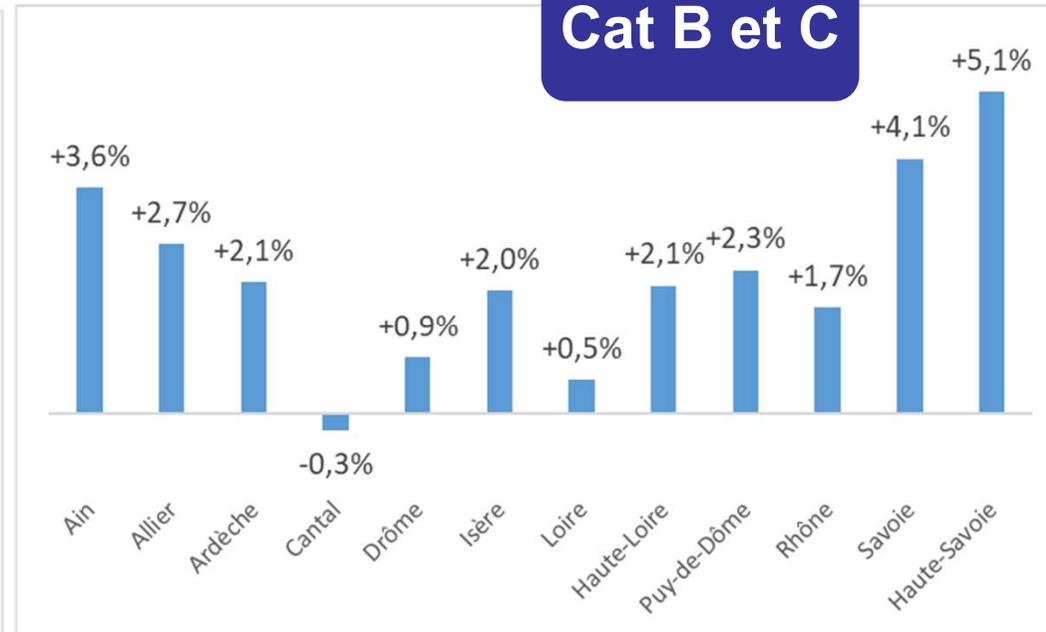


Évolution annuelle des DEFM par département

Cat A



Cat B et C



Cat ABC



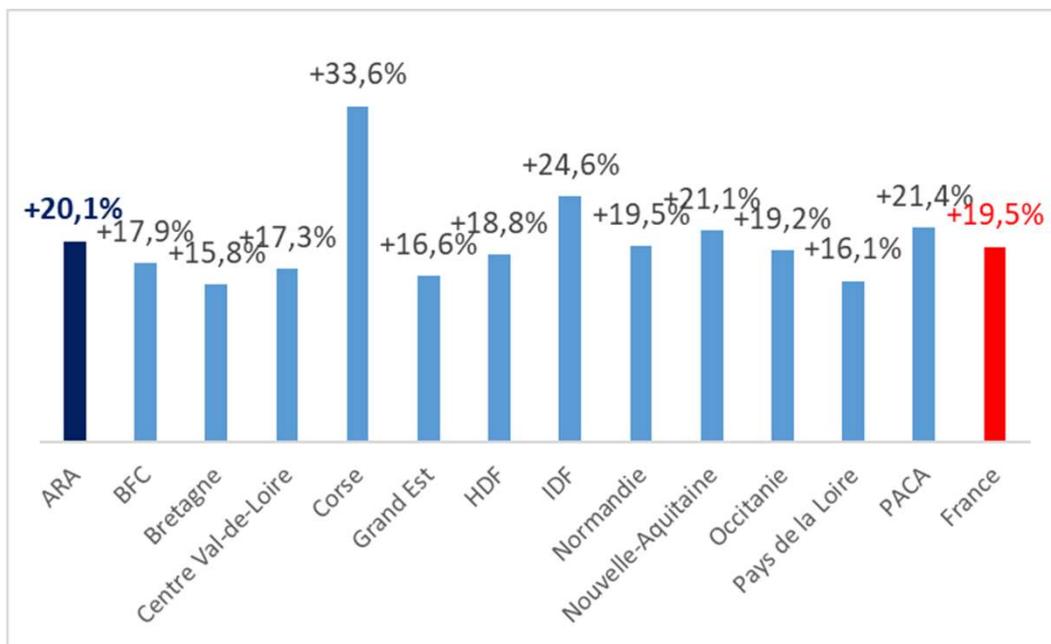
Données CVS –
Evolution entre le
3^{ème} trimestre 2024
et le 3^{ème} trimestre
2025



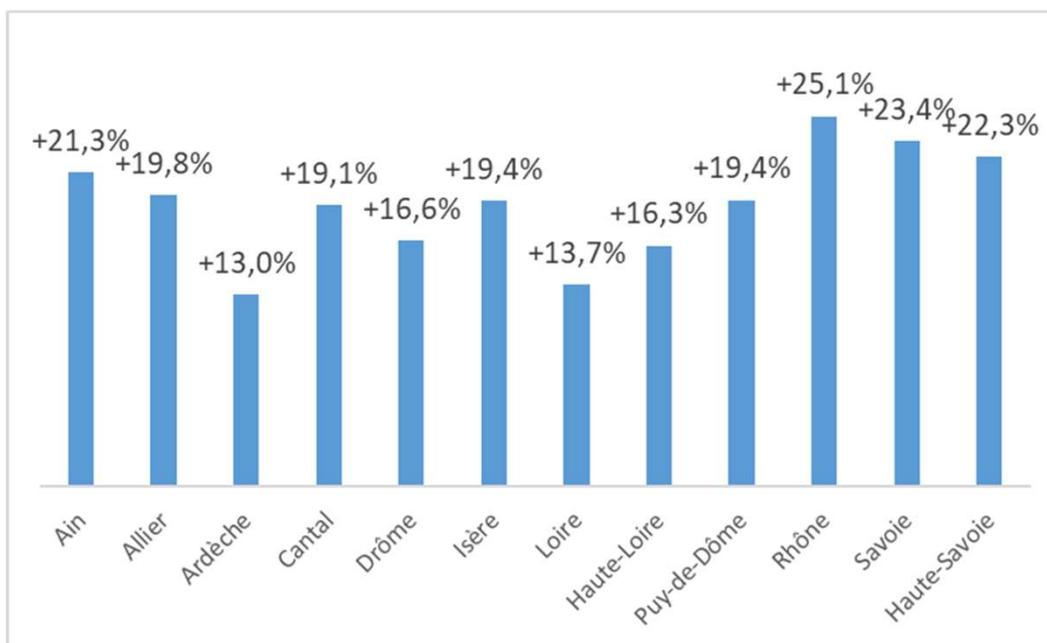
LA DEMANDE D'EMPLOI DES PUBLICS SPÉCIFIQUES



Evolution annuelle DEFM ABC – JEUNES (moins de 25 ans)



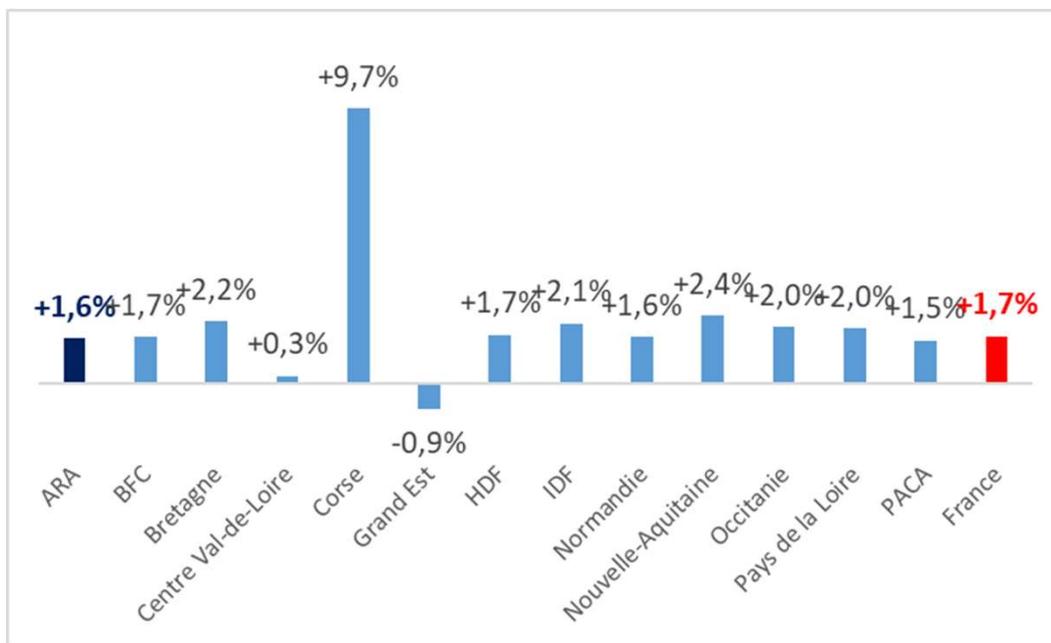
Par région



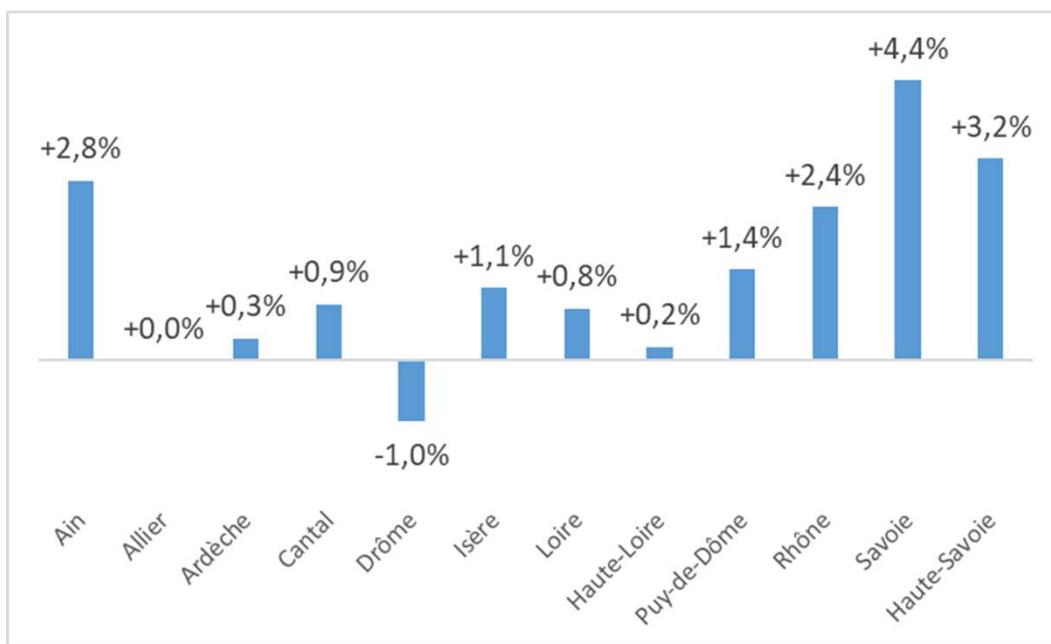
Par département



Evolution annuelle DEFM ABC – **SENIORS** (50 ans et plus)



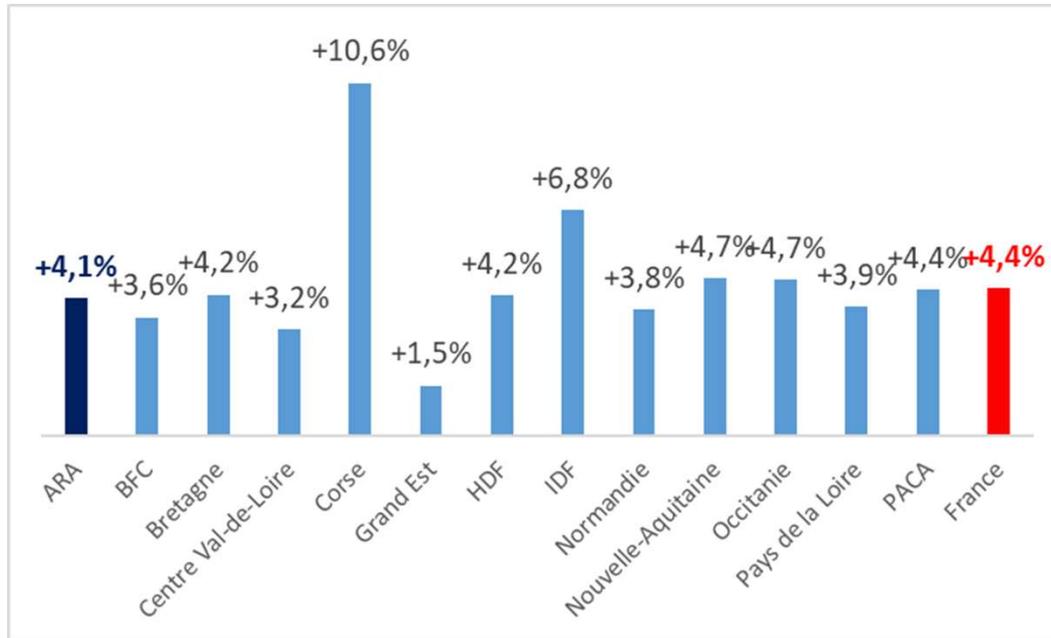
Par région



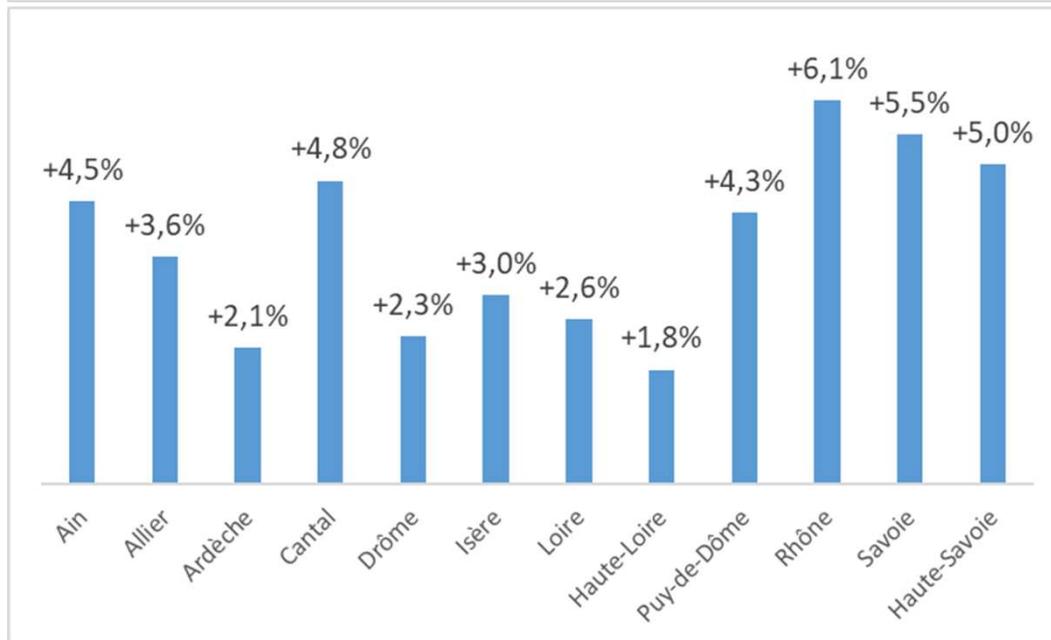
Par département



Evolution annuelle DEFM ABC - FEMMES



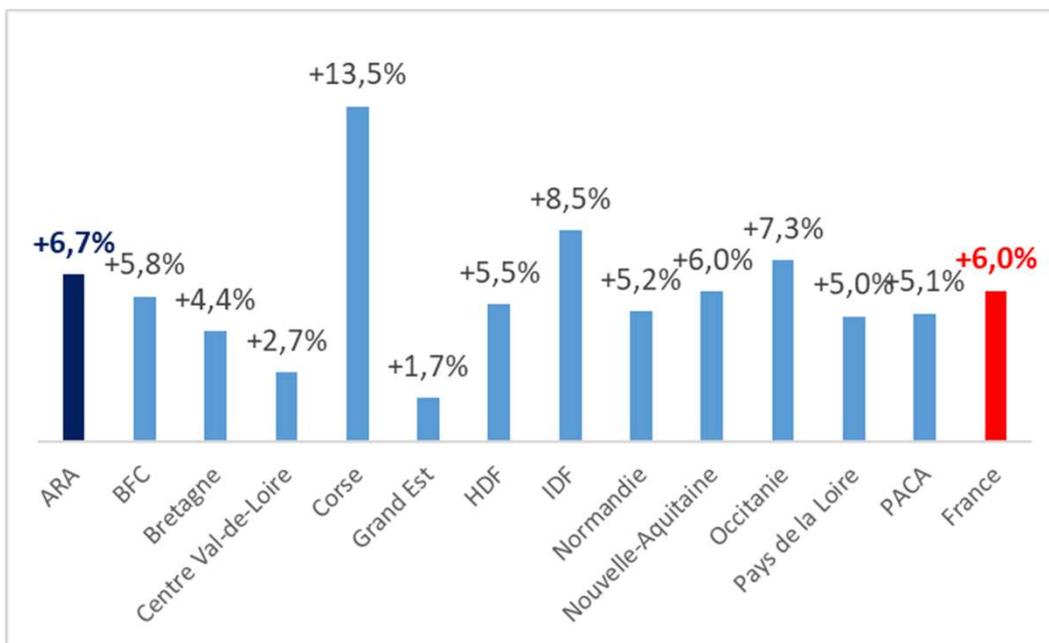
Par région



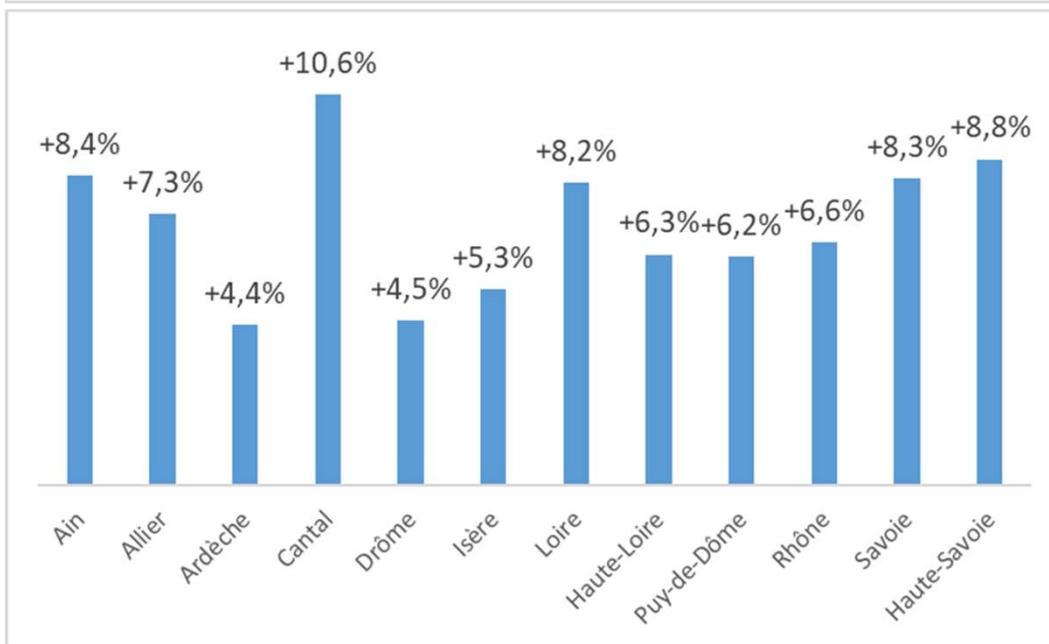
Par département



Evolution annuelle DEFM ABC – Chômeurs longue durée



Par région

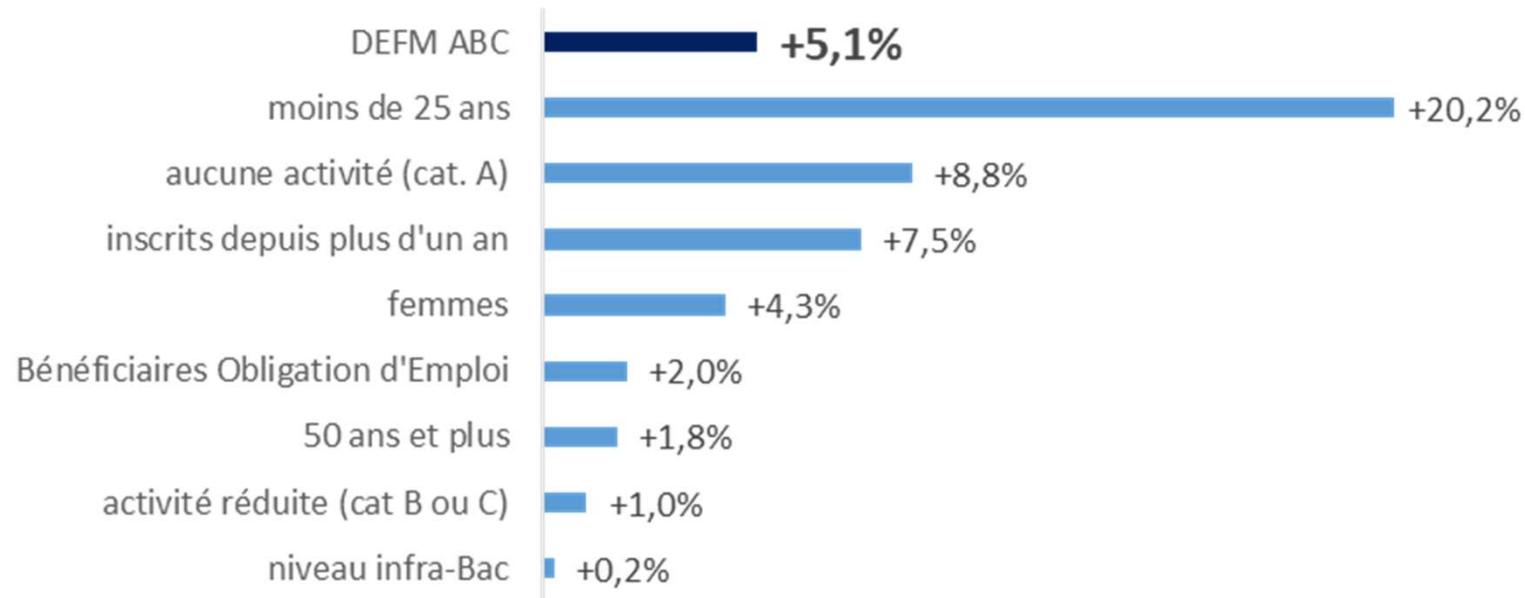


Par département



Sur un an, la plupart des publics sont en hausse, notamment les jeunes*, les inscrits depuis plus d'un an, et les demandeurs d'emploi sans activité**

Evolution annuelle DEFM ABC, entre septembre 2024 et septembre 2025, en Auvergne-Rhône-Alpes



**À compter du 1er janvier 2025, certains publics sont systématiquement inscrits sur les listes de France Travail, en application de la loi pour le plein emploi du 18 décembre 2023 et notamment :*

- Les demandeurs et bénéficiaires du revenu de solidarité active (RSA), dont une part importante est comptabilisée en catégories F et G et ne figurent donc pas ici*
- Les jeunes en recherche d'emploi accompagnés par les Missions locales en Contrat d'engagement jeune (CEJ) ou en parcours contractualisé d'accompagnement vers l'emploi et l'autonomie (Pacea)*

***Avertissement évolution des règles d'actualisation : Depuis le mois d'octobre 2024, les effectifs d'inscrits à France Travail en catégories A, B et C sont affectés par des changements dans les règles d'actualisation. Ces changements réhaussent les effectifs comptabilisés en catégorie A et réduisent les effectifs en catégories B et C, ainsi que les sorties des catégories A, B, C.*



LE CHÔMAGE INDEMNISÉ



A fin décembre 2024, 365 300 demandeurs d'emploi indemnisés en Auvergne-Rhône-Alpes. Ainsi, 52% des demandeurs d'emploi (catégories ABCDE) sont indemnisés.

Le montant mensuel brut moyen du droit d'allocation chômage est de 1 370 €.

- 5% des demandeurs d'emploi indemnisés touchent moins de 530 €.
- 25% des demandeurs d'emploi indemnisés touchent moins de 930 €.
- 50% des demandeurs d'emploi indemnisés touchent moins de 1 170 €.
- 75% des demandeurs d'emploi indemnisés touchent moins de 1 560 €.
- 95% des demandeurs d'emploi indemnisés touchent moins de 2 770 €.



A la fin du mois de septembre 2024, France Travail comptabilisait 356 800 demandeurs d'emploi indemnisés en Auvergne-Rhône-Alpes : +0,6 % sur un an (contre +1,1 % en France Métropolitaine).

Demandeurs d'emploi indemnisés en fin de mois par type d'allocation

	septembre-23	septembre-24	Variation sur un an	Poids septembre-24
Assurance chômage	316 100	321 300	+1,7%	90,1%
dont formation *	13 200	11 700	-11,2%	3,3%
dont CSP *	6 200	7 500	+21,6%	2,1%
Etat **	23 300	23 400	+0,2%	6,6%
dont ASS	23 100	23 200	+0,5%	6,5%
dont formation	300	200	-24,0%	0,1%
Autres ***	15 200	12 100	-20,2%	3,4%
Total indemnisés	354 600	356 800	+0,6%	100%

Source : France Travail (Fichier National des Allocataires, données arrondies à la centaine)

* Les formations réalisées dans le cadre du dispositif CSP sont comptabilisées dans la ligne « dont CSP », et non dans la ligne « dont formation »

** hors ATA1

*** ARE-ONP, AREF-ONP, RFFT, y compris RFF à compter de janvier 2020 (cf. avertissement dans l'encadré « SOURCES ET DÉFINITIONS »)

En savoir plus : <https://www.observatoire-emploi-ara.fr/upload/files/s-i-2025-01-dei-au-30-septembre-2024-677e34aad8efb126632713.pdf>